

## Comme suspendu au-dessus du vide

Dans deux documents intitulés « programme de stabilité 2013-2017 » et « programme national de réforme », présentés ces 23 et 24 avril au Parlement, le gouvernement s'engage auprès de l'Union européenne à dégager 14 milliards de coupes supplémentaires l'an prochain dans les services publics, les collectivités locales, les soins de santé, les retraites, les allocations familiales. Le gouvernement s'engage, commence à frapper, mais il est comme suspendu au-dessus du vide, miné par une crise qui touche, au-delà de ses propres rangs, tout le régime. Jamais un gouvernement de la V<sup>e</sup> République n'avait été à ce point rejeté par toutes les couches de la population. A « gauche », comme à droite, la panique saisit les états-majors politiques, on s'alarme du caractère « explosif » de la situation du pays, on se déchire sur les moyens de le conjurer.

Yan Legoff



# Le gouvernement s'engage auprès de Bruxelles à tailler dans le vif

Documents

## Extraits du « programme de stabilité 2013-2017 » et du « programme national de réforme » que le gouvernement va transmettre à la Commission européenne.

### COUPES DANS LES ALLOCATIONS FAMILIALES...

« Une mission d'évaluation (...) devrait déboucher sur des propositions de réformes permettant d'économiser 1 milliard d'euros en 2014 puis 1,5 milliard d'euros en 2015. »

### ... DANS LES SOINS MÉDICAUX...

« La maîtrise de l'augmentation des coûts (...) passe en France par un objectif national de maîtrise des dépenses d'assurance maladie (Ondam), respecté ces dernières années, mais aussi par une nouvelle « stratégie nationale de santé » visant à rationaliser le système de santé (...). »

### ... DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES...

« Les collectivités locales participeront pleinement à l'effort de redressement des comptes publics et les transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales seront réduits de 1,5 milliard d'euros en 2014 et 3 milliards d'euros en 2015 par rapport à 2013 (...). Le gouvernement présentera (...) au printemps un projet de décentralisation et de réforme de l'action publique sous la forme de trois projets de loi relatifs aux métropoles, aux compétences économiques des régions et aux solidarités territoriales. »

### ... DANS LES RETRAITES...

« Le gouvernement a confié à une commission d'experts (...) la mission de proposer des pistes de réformes (lire page 4 — NDLR). Cette commission proposera donc des mesures permettant d'assurer l'équilibre de notre système à la fois à court terme, en lien avec la trajectoire de retour à l'équi-

libre des comptes publics, et à long terme (20-25 ans), correspondant à l'horizon de pilotage d'un système de retraite.

Les conclusions de la commission seront remises au gouvernement en juin 2013. Sur cette base, une concertation s'engagera pour aboutir d'ici à la fin de l'année 2013 à une réforme, qui commencerait à produire ses effets dès la période 2014-2017.

Ce processus aboutira à des évolutions législatives à compter du deuxième semestre 2013. »

### ... DANS L'ASSURANCE CHÔMAGE

« La renégociation de la convention d'assurance chômage est prévue au second semestre 2013 (...). Elle se situe dans un contexte de déséquilibre financier du régime sur lequel les partenaires sociaux seront amenés à débattre de solutions dans un contexte de chômage élevé. »

### 20 MILLIARDS D'EUROS OFFERTS AUX PATRONS

« Le gouvernement a décidé un allègement du coût du travail pour un montant de 20 milliards d'euros (...) à travers un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Cet instrument (...) dégagera des marges pour les entreprises (...). Le CICE sera financé pour moitié par une baisse de dépenses publiques et pour une autre moitié par une réforme des taux de TVA et le renforcement de la fiscalité environnementale. »

### OUVERTURE À LA CONCURRENCE DES CHEMINS DE FER...

« Un projet de loi sur la réforme ferroviaire sera élaboré au premier semestre 2013 (...)

pour préparer l'ouverture à la concurrence du transport de passagers à l'horizon 2019. »

### ... ET DES USINES HYDROÉLECTRIQUES

« Des réformes additionnelles sont envisagées notamment le renouvellement des concessions hydroélectriques, dont les modalités seront précisées à l'issue du débat sur la transition énergétique qui doit prendre place jusqu'en juillet 2013 dans le respect des règles de concurrence applicables. »

### L'ACCORD MEDEF-CFDT DU 11 JANVIER SUR LA FLEXIBILITÉ...

« L'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier relatif à la sécurisation de l'emploi facilitera l'adaptation des entreprises aux chocs conjoncturels, en mettant à disposition des entreprises de nouveaux outils d'adaptation interne permettant de préserver leurs emplois (sic !) et de bénéficier d'un cadre juridique plus sécurisé en cas de licenciements collectifs (resic !). »

### ... OUVRIRAIT LA VOIE À UNE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

« La conclusion de cet accord illustre la détermination du gouvernement à engager des réformes profondes et valide la pertinence de la méthode, fondée sur le dialogue et la responsabilisation des partenaires sociaux, retenue par le gouvernement. Cette importance nouvelle donnée au dialogue social trouvera sa concrétisation à travers son inscription dans la Constitution, qui pourrait intervenir à l'été prochain. »

## ILS ONT OSÉ LE DIRE

La modulation des allocations familiales proprement dites (actuellement versées sans condition de ressources) n'est pas la seule mesure envisagée pour récupérer des sous sur le dos des familles.

Le rapport Fragonard envisage la suppression de la prime de naissance (912 euros sont actuellement versés à la naissance d'un enfant pour toute famille gagnant moins de 4 415 euros par mois).



**Selon Bertrand Fragonard, « les ménages n'ont, pour la plupart, pas de problème majeur de trésorerie à l'approche de la naissance ».**

Tel quel ! M. Fragonard n'a pas de problème, pourquoi en aurions-nous ? Et ceux qui en ont ? La prime de naissance pourrait être transformée en prêt ! La CAF se transformerait-elle en banque ? Calculerait-elle des intérêts ? Il n'y a donc pas de limite au pillage des allocations familiales ! Rappelons que les principales organisations syndicales, CGT et FO, ont voté contre la modulation des allocations familiales.

N. B. ■

(1) Rappelons que, selon le traité de Maastricht, les fonds de la Sécu et les fonds de l'Etat, c'est la même chose. D'où l'incitation à ce que les gouvernements réduisent les prestations sociales.

REVUE DE PRESSE

# “Cote d’alerte pour le PS... Le pays au bord de la crise de nerfs” (un député PS)

Marie Stagliano

“C’est le record absolu de la V<sup>e</sup> République : jamais depuis 1958 et la création du baromètre Ifop, un président n’avait enregistré un tel niveau de mécontents (...). Avec 74 % de mécontents (+ 6) et 25 % seulement de satisfaits (- 6), François Hollande fait exploser le cadran », écrit *Le Journal du dimanche* (21 avril) publiant ces dernières données.

C’est bien là une expression du profond rejet dans le pays. Un rejet qui nourrit la crise actuelle au sein du Parti socialiste, dont la dernière manifestation s’est exprimée ouvertement lors du vote du projet de loi sur l’ANI, le 9 avril, lorsque six députés PS ou apparentés ont voté contre le projet de loi et trente-cinq se sont abstenus. Cet « éloignement » entre Hollande et « les siens » inquiète *Le Figaro* (23 avril) car, « à l’heure des turbulences, (il) le prive d’un relais nécessaire dans le pays. Avec sa majorité aussi la relation s’est dégradée. Les communistes ne votent plus rien ou presque, les écologistes s’interrogent de plus en plus et les socialistes sont saisis par le doute.

La fronte est politique. (...) Verra-t-on Jean-Marc Ayrault contraint de sortir le 49-3, l’arme conçue contre les majorités rétives ? »

## “VOTE DANS LA DOULEUR DU SÉNAT”

Pendant qu’au Sénat, « rien ne va plus entre socialistes et communistes » (*Le Figaro*). « Le Sénat a adopté dans la douleur, dans la nuit de samedi à dimanche, le projet de loi sur l’emploi. Le texte a été voté par 172 voix contre 24 à l’issue d’un débat houleux. (...) Le gouvernement a décidé samedi matin de demander “un vote bloqué”, procédure qui empêche le vote sur chaque amendement au profit d’un vote global en fin de débat. Cette procédure rarement utilisée et encore moins contre un membre de sa propre majorité a provoqué la fureur des communistes qui ont quitté l’hémicycle » (AFP,



Photo AFP

21 avril). *Le Figaro* cite la présidente du groupe communiste, Eliane Assassi : « Je crois me souvenir que l’opposition d’hier, qui est la majorité d’aujourd’hui, s’élevait contre l’utilisation de telles méthodes », ajoutant que Nicolas Sarkozy, lui, recourait à cette procédure « contre l’opposition. Vous, monsieur le ministre, vous l’utilisez contre la majorité ! »

## LES CENTRISTES À LA RESCOURSSE

Pour le quotidien : « Le choix de l’exécutif de passer en force va laisser des séquelles à gauche. » C’est finalement grâce au vote des centristes de l’UDI-UC, venus à la rescousse du gouvernement, que le texte a pu être adopté, le président du groupe, François Zocchetto s’emportant : « Les droits du Parlement sont confisqués en raison de querelles internes à la majorité, et les parlementaires UDI-UC, dans leur grande majorité favorables à ce texte qui présente des avancées indéniables, se trouvent pris en otages » (AFP, 20 avril).

## “DES ÉLUS PS DIVISÉS SUR PLUSIEURS DOSSIERS”

La presse a largement relaté le « séminaire de réflexion » organisé à huis clos entre les députés PS et le gouvernement, censé « ressouder

des élus PS divisés sur plusieurs dossiers » (*Libération*, 23 avril). Et « c’est à une séance de catinothérapie à laquelle s’est livré Jean-Marc Ayrault face à des députés au moral indexé sur la courbe de popularité du chef de l’Etat : en chute libre au plus bas » (*Le Figaro*, 23 avril).

## “LA PROFONDEUR DU MALAISE”

« Ça ressemblait un peu aux réunions des Alcooliques anonymes », ironise un socialiste, dans un article du *Parisien* (23 avril). « Cent soixante-dix élus sur 279 ont participé aux ateliers destinés à “exprimer les ressentis”, c’est-à-dire à passer en revue tout ce qui ne va pas. Et il y avait de quoi faire. “Ce qui m’a surpris, rapporte Malek Boutih, c’est la profondeur du malaise.”

Premier visé : le gouvernement. Les députés ont regretté de ne plus être écoutés par les ministres et juste pris “pour des machines à voter des textes tout ficelés”. “Avant, j’étais dans l’opposition, je ne servais à rien ; aujourd’hui je suis dans la majorité et... je ne sers pas à grand chose” a ainsi résumé un élu. “Les projets de loi sont élaborés par des technos dans les cabinets et, quand ça arrive au Parlement, on nous demande de ne presque rien y toucher”, renchérit Laurent Baumel, qui a plaidé pour que les ministres consultent davantage le groupe. (...) L’Elysée n’a pas échappé aux reproches. »

## UNE DROITE AUSSI DÉCHIRÉE

« La cote d’alerte est atteinte pour le PS (...). Nul ne peut ignorer que le pays est au bord de la crise de nerfs », commente le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis, dans *Le Figaro* (19 avril). « L’hiver de la gauche ne fait pas le printemps de la droite », ironise le même quotidien. « Heureusement pour François Hollande, l’élection présidentielle n’a pas lieu demain. Heureusement pour la droite aussi. » Une droite elle-même déchirée entre ses propres contradictions (voir page 4).

## Comité de liaison pour l’unité et la résistance > Interview de Jean Markun

# “Nous invitons les militants à contresigner largement l’appel de Tarragone”

Jean Markun est un militant ouvrier de Moselle. Le comité de liaison pour l’unité et la résistance dont il est membre a décidé de faire contresigner largement l’appel lancé par la conférence ouvrière européenne de Tarragone et d’organiser sur cette base une conférence ouvrière à Paris, à l’automne prochain.



Photo DR

## Le comité de liaison issu de la conférence du 1<sup>er</sup> décembre pour l’unité et la résistance vient de se réunir. Qu’a-t-il discuté ?

La conférence, qui a réuni quelque 500 militants ouvriers de toutes tendances venus de toute la France, le 1<sup>er</sup> décembre dernier à Paris, avait décidé de constituer un comité de liaison pour l’unité et la résistance. Sur ce mandat, ce comité de liaison, dont je suis membre, s’est réuni ce 20 avril, pour plusieurs raisons. D’abord, la crise économique s’accroît. Les mesures prises par le gouvernement pour la combattre ne marchent pas et ces mesures, antisociales, deviennent de plus en plus agressives. Je pense en particulier à l’accord national inter-

professionnel (ANI) sur la flexibilité. Contresigné par la CDFT et le Medef, il vient d’être transcrit dans la loi par le Parlement. Nous avons aussi une deuxième raison de nous réunir. Une conférence ouvrière européenne s’est en effet tenue le mois dernier, à Tarragone, en Espagne, avec des objectifs similaires aux nôtres, et a lancé un appel. Nous nous devons d’en discuter.

## Qu’avez-vous décidé ?

Nous allons faire connaître l’appel de Tarragone, et inviter les militants à le contresigner largement. Sur cette base, nous allons organiser une autre conférence ouvrière à Paris, au début de l’automne prochain.

## “Ce sera contribuer utilement à l’unité des organisations sur des bases claires”

### En quoi cet appel de Tarragone est-il important ?

Il nous concerne tous. Toutes les décisions prises ou annoncées par le gouvernement en France s’inscrivent dans le cadre des directives de l’Union européenne et de ses traités, comme le TSCG. Ce qui signifie faire payer la dette aux travailleurs. Il est évident que la même question est posée dans tous les pays. Je pense que la conférence de Tarragone est une étape, qui en appelle d’autres. La nouvelle conférence que nous allons réunir à Paris, à l’automne, sera aussi centrée sur la défense de l’indépendance des organisations syndicales.

### Cette indépendance syndicale est-elle toujours un enjeu ?

On vient encore de le constater. La stratégie du gouvernement de François Hollande est d’aboutir à intégrer les organisations syndicales à travers un « compromis historique ». Tout le monde le sait, cette stratégie bute sur le fait que ni la CGT ni FO n’ont signé l’ANI. C’est un point d’appui pour la résistance. A l’inverse, on voit bien le rôle de la CFDT dans cette volonté de faire accompagner par les organisations syndicales les décisions gouvernementales. J’en profite pour rappeler que toutes nos initiatives n’engagent des militants qu’à titre personnel, quelles que soient les organisations dont ils sont membres. J’invite, dans ce cadre, les militants ouvriers à se mobiliser dans la signature de l’appel de Tarragone, pour le succès de la conférence que nous organiserons en automne. Ce sera contribuer utilement à l’unité des organisations sur des bases claires.

Propos recueillis par Yan LEGOFF ■

ÉDITORIAL

# Pendant les travaux...

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

Il n’est pas secondaire que six députés PS, se joignant à ceux du Front de gauche, aient voté contre la loi transposant l’accord national interprofessionnel (ANI). Il n’est pas secondaire non plus que trente-cinq autres se soient abstenus.

La crise touche tous les partis institutionnels. Elle s’exprime ouvertement au sein du Parti socialiste. Plusieurs dirigeants se revendiquant de l’aile gauche du PS publient ce 22 avril un document en faveur d’un « plan de relance », que la presse présente comme un appel à « changer de cap ». S’y exprime cette préoccupation : « Les classes populaires et moyennes souffrent depuis dix ans. Elles ont choisi l’alternance avec beaucoup d’espoir. Pouvons-nous sérieusement les faire attendre encore ? » (1).

C’est un fait : les « classes populaires et moyennes » qui ont « souffert » durant dix ans de Sarkozy, subissent aujourd’hui la politique d’austérité, de régression sociale et de soutien aux plans de licenciements du patronat menée par le gouvernement Hollande-Ayrault. Elles n’en peuvent plus !

Pourtant, à l’instar de ces commerçants qui affichent : « Pendant les travaux, la vente continue », le gouvernement, en pleine crise et au plus bas des sondages, continue. Ce 23 avril, il soumet au vote de l’Assemblée nationale le programme de stabilité transmis aux autorités de l’Union européenne : 14 milliards de coupes nouvelles dans le budget 2014 de l’Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales. Dans les semaines qui suivent, sont annoncés les votes au Parlement sur la loi de « sécurisation de l’emploi » (transposition de l’ANI), le premier volet de l’acte III de la décentralisation, la loi sur la refondation de l’école (Peillon), la réforme sur l’enseignement supérieur (Fiorasio), etc. A quoi s’ajoutent la mise en route de la contre-réforme des retraites et celle qui veut faire éclater la SNCF.

Jusqu’à présent, sur chacune de ses mesures destructrices, le gouvernement a bénéficié d’une majorité à l’Assemblée nationale et au Sénat, généralement avec le groupe PS unanime, parfois avec l’appui (ou l’abstention positive) du Front de gauche, parfois avec des secteurs de l’UMP et du centre.

Combien de temps encore cela va-t-il durer ? S’opposer à l’austérité, ce n’est pas une perspective pour un avenir indéfini. Qui prétend « changer de cap » doit travailler, maintenant, tout de suite, à la mobilisation unie des travailleurs, des jeunes, des militants de toutes tendances, unis avec leurs organisations pour bloquer toutes ces contre-réformes et chacune d’entre elles, toutes ces mesures d’austérité et chacune d’entre elles.

Chacun le comprend : c’est sur ce terrain que les choses vont se dénouer. Le combat contre l’austérité, c’est l’aide concrète et pratique à la mobilisation des plus larges masses pour défaire la politique de ce gouvernement.

Toutes ces contre-réformes et chacune d’entre elles, toutes ces mesures d’austérité et chacune d’entre elles doivent être bloquées.

Le bureau national du Parti ouvrier indépendant, dans sa déclaration du 13 avril, s’est dit « ouvert à toute proposition d’unité visant à bloquer les plans du gouvernement et ouvrir une issue face à la faillite du régime » et « prêt à rencontrer toutes les forces ouvrières et démocratiques qui entendent combattre en ce sens ».

Nous y sommes plus déterminés que jamais, dès lors qu’il s’agit de créer les conditions du rassemblement qui mettra en échec la politique de la troïka et du gouvernement Hollande-Ayrault.

(1) Document signé de Marie-Noëlle Lienemann, Jérôme Guedj, etc.

# Une commission 'pour l'avenir des retraites' très cadrée...

Philippe Bouyries

Le gouvernement a mis en place une « commission pour l'avenir des retraites » (CAR), présidée par Mme Yannick Moreau (1), conseiller d'Etat, pour « préparer la concertation et les décisions », selon la lettre de mission du 26 février 2013 signée par Jean-Marc Ayrault. Les conclusions de la CAR sont demandées pour début juin, à temps pour la grande conférence sociale deux semaines plus tard...

Dans la lettre de mission qu'il a adressée à la « commission pour l'avenir des retraites » (CAR), le gouvernement affirme vouloir « préserver le système par répartition » et « améliorer la lisibilité du système afin de conforter la liberté de choix ». Quelle « liberté de choix » ? Regardons le cahier des charges donné à la CAR. « L'équilibre du système constitue un préalable à l'atteinte de cet objectif. » C'est au nom du rétablissement de cet équilibre que toutes les contre-réformes, de Balladur à Woerth, ont été menées. Trois pistes sont dictées à la CAR.

## 1. "Allongement de la durée effective d'activité"

« La durée moyenne observée d'activité, par rapport à la durée de retraite, en garantissant une liberté de choix et la prise en compte de l'espérance de vie. S'il est légitime qu'un accroissement de l'espérance de vie se traduise en partie par un allongement de la durée effective d'activité, la réalité et la diversité des carrières professionnelles doivent pouvoir être prises en compte (...); l'exercice de cette liberté implique également que l'accès à l'emploi (ou le maintien en emploi) soit facilité, tant pour les salariés âgés que pour les plus jeunes. »

Cette insistance sur la « liberté » annoncerait-elle la fin des repères que sont l'âge légal de départ à la retraite, le nombre de trimestres exigés pour percevoir une pension à taux plein, le taux de remplacement ? Car quelle « liberté de choix » peut avoir un salarié si l'âge de départ à la retraite est à nouveau augmenté (que ce soit par le report de l'âge légal ou l'allongement de la durée de cotisation) ? Soit il est contraint de travailler plus longtemps, soit il perçoit une retraite diminuée !

## 2. "Diversifier le financement de notre système de retraite"

Autre piste : « Le niveau des ressources, ce qui suppose d'examiner les moyens de consolider et de diversifier le financement de notre système de retraite. » A présent, la plus grande partie des salariés comptent sur les régimes obligatoires alimentés par les cotisations, c'est-à-dire une partie de leur salaire, pour assurer leur retraite. Diversifier ne peut que signifier introduire des systèmes volontaires (c'est cela, la « liberté »), autrement dit, les assurances et autres fonds de pension. Exit le système solidaire par répartition.

## 3. Trop riches, les retraités !

La CAR est aussi missionnée pour examiner « le niveau relatif des retraites ». Selon le cahier des charges rédigé par le gouvernement, « notre système de retraite permet aujourd'hui de garantir un niveau de vie moyen des retraités proche de celui des actifs, et légèrement supérieur à celui de l'ensemble de la population ».

Le gouvernement suggère ainsi que les pensions versées actuellement seraient trop élevées par rapport aux salaires (2). Il faudrait donc les diminuer (3) !

## 4. "Assurer une convergence entre les régimes"

Il est aussi demandé à la CAR d'examiner « les propositions permettant d'assurer une convergence entre les régimes, dans le but notamment de garantir un rapprochement des objectifs et un socle commun de droits » et d'aller « vers un guichet unifié permettant aux assurés de n'avoir qu'un seul interlocuteur ». Comme un parfum de « maison commune des retraites », ouvrant la voie à une remise en cause de tous les régimes.

Le gouvernement ajoute dans le cahier des charges : « La commission proposera plusieurs scénarios de réforme visant les objectifs précités, en s'attachant à en examiner la faisabilité et la montée en charge envisageable ainsi que le degré d'acceptation auprès des acteurs concernés. »

Le gouvernement prétend donc faire prendre en charge le bouleversement des régimes de retraite par les « partenaires sociaux », en clair par les syndicats de salariés !

(1) Ancienne directrice de cabinet de Jean-Pierre Chevènement, présidente du Comité d'orientation des retraites de 2000 à 2006, nommée en 2008 au Haut Conseil du dialogue social.

(2) Les pensions de retraite sont si élevées que la moitié des retraités n'est pas imposable sur le revenu...

(3) Le gouvernement peut compter sur le soutien de la CFTD qui « revendique » l'alignement du taux de CSG appliqué aux pensions de retraites sur celui appliqué aux actifs (6,6 % et 7,5 % respectivement), ainsi que la suppression de l'abattement de 10 % sur les pensions, au prétexte que les retraités n'ont plus de frais professionnels.

## AGENDA

### La feuille de route de l'austérité

#### ► DANS LES PROCHAINES SEMAINES :

le gouvernement doit annoncer comment il compte prélever 2,5 milliards d'euros dans les prestations familiales, sur la base des scénarios établis par le rapport Fragonard.

► **23 AVRIL** : vote à l'Assemblée nationale sur le **programme de stabilité transmis à Bruxelles**, comprenant 14 milliards de coupes nouvelles en 2014 dans le budget de l'Etat, des services publics, des collectivités locales et de la Sécurité sociale, ainsi que l'engagement de procéder à des « réformes » sur les retraites et les allocations familiales.

► **30 AVRIL** : commission mixte paritaire (7 députés, 7 sénateurs) sur le projet de loi sur la « **sécurisation de l'emploi** » transcrivant l'accord Medef-CFDT. Ultimes votes à l'Assemblée nationale et au Sénat dans la foulée.

► **21 MAI** : adopté à l'Assemblée nationale en première lecture, le **projet de loi sur la « refondation de l'école »** est examiné par le Sénat. Le texte ouvre la voie à la dénationalisation de l'institution scolaire en instituant des « projets éducatifs territoriaux » sous l'égide des maires, en y introduisant associations et fondations diverses et porte un nouveau coup à l'enseignement professionnel public.

► **22 MAI** : début de la discussion à l'Assemblée nationale du **projet de loi Fioraso d'orientation de l'université**. Grève nationale et manifestations à l'appel des syndicats de personnels sont prévues le même jour pour en exiger l'abandon (lire page 6).

► **30 MAI** : début de la discussion au Sénat du **projet de loi de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles »**, qui concentre contre lui l'opposition de très nombreux élus.

► **FIN MAI** : la **Commission européenne** rend son avis sur le programme de stabilité transmis par le gouvernement.

► **DÉBUT JUIN** : la « **commission sur l'avenir des retraites** » rend ses conclusions, sur la base d'un cahier des charges remis en février par le gouvernement (lire ci-contre).

► **MI-JUIN** : ouverture prévue de la « **conférence sociale** », où le gouvernement entend ouvrir la « concertation » avec les syndicats sur une nouvelle réforme des retraites.

## REVUE DE PRESSE

# A droite aussi, la crise politique fait rage

Marie Stagliano

Une intense crise politique déchire tous les partis institutionnels, à gauche (lire page 3) comme à droite. Certains à l'UMP militent pour une radicalisation à droite, comme en témoigne le bras dessus, bras dessous avec le secrétaire général du Rassemblement Bleu Marine, lors de la manifestation contre « le mariage pour tous » le 21 avril dernier, ainsi que le raconte le quotidien *Libération* (23 avril).

« Dimanche à Paris, lors de la manif des opposants au mariage homo, dernière la même banderole, presque joue contre joue, l'avocat frontiste Gilbert

Collard, ceint de son écharpe tricolore, a défilé aux côtés de l'ex-ministre Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate. Mais l'encombrant député du Gard, secrétaire général du Rassemblement Bleu Marine, a surtout défilé au même pas que celui de députés UMP comme Hervé Mariton ou Henri Guaino, très mobilisés dans la bataille contre le mariage pour tous. »

D'autres, comme François Fillon, s'affolent de la crise politique et sociale et de l'incapacité du gouvernement, selon lui, à y faire face car « cela peut mal finir ». Dans une interview au journal *Les Echos* (23 avril), il ouvre sur la proposition d'un « **minimum d'union nationale** » nécessaire. ■

## François Fillon : "Un minimum d'union nationale va devenir nécessaire"

Il y a une crise économique majeure à laquelle le gouvernement est incapable de répondre. Il y a une crise politique qui se manifeste notamment à travers l'opposition au mariage pour tous et l'effondrement brutal de la popularité du chef de l'Etat. Et il y a enfin une crise morale à la suite de l'affaire Cahuzac.

Je suis très inquiet. Je pense que cela peut mal finir. Entre la faiblesse du président et la montée des extrêmes, le risque de voir le pays glisser vers une situation dans laquelle il serait ingouvernable n'est pas à exclure. Heureusement qu'il y a les institutions de la Ve République ! (...)

Je suis contre ce texte (le mariage pour tous) mais je comprends qu'il



Photo AFP

(le président de la République) puisse estimer qu'il est juste. Simplement, cette affaire est en train de cristalliser des oppositions, une espèce de division nationale totalement contraire à l'esprit de rassemblement nécessaire autour d'une nouvelle politique économique. (...) Un rapprochement

(entre l'UMP et le FN), c'est hors de question. Les efforts que j'ai évoqués ne sont pas des efforts que l'on peut imposer même par la force de l'élection. Ils ne peuvent être supportés que si une large majorité de Français se reconnaît dans la politique menée.

Vouloir se rapprocher un tant soit peu des extrêmes, d'un côté ou de l'autre, c'est rendre impossible tout redressement national. Nous ne sommes pas éloignés d'un temps où un minimum d'union nationale va devenir nécessaire. Si François Hollande a vraiment le souci d'engager le redressement national, il devrait réfléchir à une politique qui soit centrale, au sens où elle doit pouvoir être soutenue par une partie de la droite et une partie de la gauche. ■



Photo AFP

Transport ferroviaire

Rapport Bianco présenté le 22 avril

Le gouvernement veut faire éclater la SNCF

Réaliser l'unité contre l'éclatement

Pierre Besse

Le 22 avril, Jean-Louis Bianco, missionné par le gouvernement Hollande-Ayrault-Cuvillier pour étudier une réforme ferroviaire, rendait son rapport. Mission, rappelons-le, dont le cadre a été clairement fixé : la préparation à l'ouverture totale du ferroviaire à la concurrence en 2019.

Ce rapport de Jean-Louis Bianco préconise les axes de la réforme ferroviaire qui sera présentée au Parlement en juin. Il préconise que la SNCF soit divisée en trois établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), l'un concernant la direction de l'entreprise avec les ressources humaines et les deux autres liés directement à la production.

Il s'agit de la création d'un gestionnaire de l'infrastructure unifié (GIU) intégrant Réseau ferré de France (RFF), l'entretien des infrastructures (voies, bâtiments, énergie, télécoms, signalisation) et d'autre part la circulation des trains. Le dernier EPIC serait constitué de ce qui resterait de l'actuelle SNCF, c'est-à-dire la conduite des trains, le commercial et l'entretien du matériel.

Ces deux derniers EPIC regrouperaient environ 95 % des cheminots. L'autre aspect de la réforme est la remise à plat du règlement RH0077 concernant toute la réglementation des conditions de travail (durée, repos, astreinte, contraintes diverses, congés, etc.). Cette remise



Jean-Louis Bianco.

"La SNCF serait divisée en trois EPIC"

à plat s'appuierait sur un décret-socle applicable à toutes les entreprises ferroviaires, cela pour permettre une « concurrence équitable », selon les souhaits à la fois du gouvernement et de Guillaume Pepy, l'actuel directeur de la SNCF. Pour arriver à ses fins, le gouver-

nement, à l'instar de ce qu'il a essayé d'entreprendre avec la loi Peillon dans l'enseignement et avec l'accord national interprofessionnel (ANI), demande la coopération des organisations syndicales pour faire accepter cette réforme par les cheminots. Le gouvernement veut aller très vite. Pour preuve, la nomination de Yves Ramette, actuellement directeur adjoint de la RATP, comme directeur général du GIU pour l'Ile-de-France.

Le 22 avril donc, M. Bianco a annoncé que la SNCF, entreprise unique aujourd'hui, serait découpée en trois EPIC, avec, pour chaque EPIC, la remise en cause de l'actuelle réglementation des conditions de travail.

Aujourd'hui, il y a encore cent soixante mille cheminots à la SNCF, avec un statut unique. Avec cette réforme, il y aurait trois entreprises distinctes avec différentes conventions collectives. Prenons l'exemple du GIU, avec, en son sein, l'entretien des infrastructures. Pour permettre la concurrence dans ce secteur (40 000 cheminots), le gouvernement chercherait à mettre en place une nouvelle réglementation se rapprochant de celle en vigueur dans le bâtiment, qui, bien sûr, est inférieure au RH0077. Une fois la réglementation du travail harmonisée par le bas, ce serait la mise en place d'une convention collective elle aussi harmonisée par le bas, faisant, de fait, disparaître le statut. Pour le gouvernement et l'Union européenne, il s'agit là d'harmonisation sociale.

Cette réforme ferroviaire, présentée par le gouvernement Hollande-Ayrault-Cuvillier comme une réunification avec RFF, est en définitive le prélude à l'éclatement total de la SNCF (1) et à la liquidation du statut des cheminots. Pour autant, celui-ci devra compter sur les cheminots avec leurs organisations. Le lecteur lira dans cette page de premières réactions syndicales. Il en ressort que les conditions sont en train de se réunir pour aller à la réalisation de l'unité sur le mot d'ordre : non à l'éclatement de la SNCF !

Les cheminots du POI, comme tous les adhérents de notre parti, préparent leur congrès et, depuis des semaines, des cheminots du PCF, du PG, des syndicalistes discutent ensemble des solutions pour s'opposer à cette destruction du service public et du statut.

(1) Il en est de même pour le rapport Auxiette, rendu public le même jour, qui se place dans le cadre de la réforme préconisée par le rapport Bianco, et propose d'aller plus loin encore dans l'éclatement de la SNCF avec l'accentuation de la régionalisation (tarifs, matériels, gares) en insistant sur la baisse du coût de productivité. Nous y reviendrons.

Réunion de cheminots à Paris-Nord

"Pourquoi ne pas réintégrer RFF dans la SNCF?"

Dans le cadre de la préparation du congrès ouvert du POI les 30 mai, 1er et 2 juin prochains, sept cheminots ont débattu sur la manière d'arrêter le bras destructeur de ce gouvernement aux ordres de l'Union européenne.

Cheminots du POI, du PCF, syndicalistes de différentes confédérations. Bien évidemment, une partie de la discussion a porté sur la réforme ferroviaire que le gouvernement veut mettre en place. Extraits.

"Le gouvernement présente cette réforme sous l'aspect d'une réunification de la SNCF par la création d'un gestionnaire d'infrastructure unifié (GIU) intégrant Réseau ferré de France (RFF). Pourquoi ne pas réintégrer RFF dans la SNCF tout simplement ? Je me rappelle qu'à l'époque de la création de RFF en 1997, à la CGT, nous avons mené à juste titre une campagne pour exiger son abrogation.

— L'argument du gouvernement est de dire que c'est impossible parce qu'aujourd'hui ce ne serait pas euro-compatible.

— Le fond de la réforme est inscrit dans la mission confiée à M. Bianco :



préparer l'ouverture à la concurrence totale en 2019 ; diviser la SNCF en trois établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) dont on ne connaît aucun contour juridique. C'est bien le prélude à l'éclatement. Les deux principaux EPIC proposés, le GIU et le transport, concernent la quasi-totalité des cheminots. Ensuite, à partir de ces EPIC, ils continueront à filialiser.

— Le décret-socle sur les conditions de travail aboutira ensuite à la création d'une convention collective de branche ferroviaire qui, de fait, poussera notre statut dehors.

— Les cheminots sont inquiets et le problème est bien : Que faire ?

— Le gouvernement a été surpris, je pense, de l'opposition unie de la CGT et de FO, rejointes par la FSU et SUD, sur l'ANI.

— La voie de l'unité des syndicats pour dire : "Maintien de la SNCF, maintien du statut, même si c'est contraire aux directives européennes", est le point de départ de la résistance.

— L'immense majorité des collègues est d'accord avec ça, de l'ouvrier sur les voies à l'ingénieur en passant par les agents de conduite, etc. »

ILS ONT DIT...

Alain, délégué du personnel CGT à l'exploitation à Paris-Saint-Lazare

"NOUS N'AVONS PAS CHASSÉ SARKOZY POUR VOIR LA MÊME POLITIQUE"

« La réforme ferroviaire annoncée par le gouvernement ? Nous ne pouvons rien en attendre de bon, car c'est toujours la mise en oeuvre des directives européennes. En 2019, ce devrait être la concurrence totale. Il faut continuer à se mobiliser comme pour le retrait de l'ANI. Nous n'avons pas chassé Sarkozy pour voir la même politique. »

François, délégué SUD aux ateliers d'Hellemmes (Nord)

"NOUS REFUSONS D'ÊTRE ALIGNÉS SUR LES RÉGLEMENTATIONS EN COURS DANS LA MÉTALLURGIE"

« Ce projet de réforme ferroviaire m'interpelle particulièrement sur la création d'un décret-socle sur la réglementation du travail, remettant en cause le RH0077 commun à tous les cheminots de la SNCF. Nous sommes ici au matériel, et remettre en cause cette réglementation dans la perspective d'une "bonne" concurrence, comme le disent en chœur le gouvernement et Pepy, revient à dire qu'il faudrait nous aligner sur les réglementations en cours dans la métallurgie. Après, la suite logique sera la disparition du RH001 (statut) pour une convention collective bien inférieure. Nous ne pouvons pas laisser faire. »

INFORMATIONS SYNDICALES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA FÉDÉRATION CGT

Réforme ferroviaire, le rapport Bianco frappé du sceau de l'austérité

« La fédération CGT des cheminots vient de prendre connaissance du contenu du rapport Bianco (...). Jean-Louis Bianco fait de l'ouverture à la concurrence pour le transport national de voyageurs à l'horizon 2019 une nécessité. Il invite le gouvernement à s'inscrire dans la stratégie européenne de libéralisation du transport ferroviaire et à préparer les citoyens à l'éclatement de la SNCF (...).

Le carcan budgétaire et le refus de l'Etat de régler la dette dont il est responsable guident le rédacteur. Plus grave, celui-ci préconise de stabiliser la dette en augmentant la productivité, ce qui entraînerait une nouvelle dégradation des conditions sociales et de travail des cheminots. Cette préconisation se ferait également au détriment de la qualité de service et de la sécurité des circulations dues à la nation.

La réduction de la dette n'est envisagée que par la réduction de l'offre ferroviaire et notamment pour les trains de marchandises et les trains d'équilibre du territoire (TET).

Le rapport Bianco ne doit pas faire force de loi. La fédération CGT des cheminots va poursuivre l'information, le débat et la mobilisation avec les cheminots et la population.

La CGT va continuer de défendre sa vision du service public SNCF contenue dans sa proposition "la voie du service public" qui lie sécurité des circulations et des personnes (...) avec des conditions sociales d'un haut niveau pour le personnel. Montreuil, le 22 avril 2013 »

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION FO DES CHEMINOTS (EXTRAITS)

Une seule SNCF, une seule entreprise, un seul statut (le RH001), une seule réglementation (le RH0077) !

« Les exigences de l'Union européenne ouvrent le champ à la destruction pure et simple de la SNCF (...). Tout semble montrer que nous allons vers l'éclatement de la SNCF en trois entreprises distinctes (...). Sous couvert de réunification de l'Infra, ce sont au bas mot 50 000 cheminots qui vont quitter l'entreprise historique. Cette réunification dans ces conditions est donc une vraie "fausse bonne nouvelle" (...).

La seule véritable réunification serait de revenir à la SNCF d'avant 1997, celle d'avant la création de RFF, celle du monopole public d'Etat (...).

C'est donc au travers de la modification de la réglementation du travail (la mort du RH0077) que la réforme va se faire. Sous prétexte d'harmonisation sociale, 150 000 agents de la SNCF vont perdre des pans entiers de la réglementation. Qui peut l'accepter ? (...) Depuis le début des annonces, tant celles de la direction que du gouvernement, la fédération FO des cheminots n'a eu de cesse de porter les revendications qui vont dans le sens du maintien :

- du statut,
- de la réglementation existante,
- de l'entreprise intégrée (...).

Ce gouvernement le sait, cette réforme ne pourra se faire que s'il y a un consensus historique entre les organisations syndicales et le gouvernement.

Ce consensus voulu autour de l'accord du 11 janvier (ANI) n'a pas eu lieu, car deux confédérations s'y sont opposées (FO et la CGT) (...).

La fédération FO des cheminots propose donc de nous réunir partout où cela est possible afin de discuter et de préparer la riposte qui s'impose. »

BULLETIN DU SYNDICAT CGT CENTRAUX NORD-PARIS (EXTRAITS)

Alerte : le gouvernement et la direction prévoient l'éclatement de l'entreprise publique SNCF !

« Il y a tout juste un an, en avril 2012, plus de cinquante cheminots de l'ingénierie signaient une pétition intersyndicale pour exiger notamment "que toute l'ingénierie reste au sein de l'EPIC" et "le maintien du statut"...

Depuis l'été dernier, une "mission parlementaire" est engagée (...), une nouvelle étape de dislocation de notre entreprise, qui serait "découpée" en trois EPIC (...).

L'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) SNCF serait éclaté en plusieurs EPIC ! Le statut et le RH0077 devraient être remplacés par un cadre social harmonisé !

Loin de constituer la réunification RFF-SNCF attendue par les cheminots, il s'agit ici de poursuivre la dislocation de notre entreprise publique, du service public et du corps social des cheminots (...). Pour le syndicat CGT-CNP, la seule réforme possible est :

— Le maintien de l'EPIC SNCF avec toutes ses composantes et toutes ses missions, y compris le retour de RFF en son sein.

— Le maintien et la création des postes nécessaires à l'exécution de nos missions, le maintien du statut de cheminot (incluant le RH0077 et l'ensemble des référentiels) et son utilisation comme statut normal d'embauche. »

## Santé

Claude Evin à l'hôpital de Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne)

## Face-à-face entre le personnel avec ses syndicats et le directeur général de l'ARS

## Correspondants

Le 15 avril, Claude Evin, directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France est venu à Montereau-Fault-Yonne pour annoncer ses décisions concernant l'avenir de l'hôpital de la ville, à l'occasion de la tenue du conseil de surveillance. Un rassemblement était organisé par le syndicat CGT de l'hôpital, soutenu par l'union locale CGT de Montereau. Il a regroupé environ cent vingt salariés de l'hôpital, en majorité des jeunes infirmières et aides-soignantes du service maternité, quelques médecins, des personnels d'entretien, des brancardiers et une dizaine de militants syndicaux de la ville.

Claude Evin a été accueilli aux cris de : « Il faut sauver l'hôpital de Montereau ! » « L'hôpital de Montereau doit garder tous ses services ». A l'issue du conseil de surveillance, le conseiller général PS s'est éclipsé rapidement sans dire un mot aux manifestants. Le député-maire, Yves Jégo, président du conseil de surveillance, a été interpellé par le personnel. Mettant en avant les 16 millions d'euros accordés par Evin, il a affirmé : « Ce n'est pas suffisant, mais c'est positif... Depuis que je suis élu, beaucoup de choses se sont améliorées. Faites attention, votre combat est juste, mais ne faites pas trop de bruit, cela risque

de dissuader les patients et cela donne une mauvaise image de l'hôpital de Montereau. »

**"LA NÉONATOLOGIE A FERMÉ, QUINZE LITS DE CHIRURGIE ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS !"**

Ce à quoi les manifestants ont rétorqué : « La néonatalogie a fermé, quinze lits de chirurgie ont été supprimés ! La maternité est menacée, on nous annonce la suppression de vingt postes pour équilibrer les comptes... C'est M. Evin qui donne une mauvaise image par ses décisions. »

Lorsque Claude Evin reçoit le personnel et les responsables syndicaux, il est près de 20 heures. L'échange donne lieu à un véritable face-à-face.

La responsable CGT dénonce la fermeture de la néonatalogie, mais aussi l'arrêt du chantier de construction du pôle mère-enfant. Elle rappelle que le personnel est inquiet et demande « plus de moyens » pour l'hôpital. La responsable FO souligne : « Nous n'avons plus les moyens de soigner, la sécurité des patients est en danger, nous sommes soumis à des réorganisations permanentes. Le personnel est à bout, les congés, les RTT sont systématiquement refusés. Comme citoyens, nous payons des impôts, c'est pour pouvoir être soignés, pas pour renflouer les banques. »

Evin contourne les questions précises : « J'ai débouqué une enveloppe de

Photos correspondants



16,5 millions d'euros. Il faut raisonner sur le territoire en relation avec les autres hôpitaux, ne pas opposer un hôpital à un autre ! Les établissements doivent pouvoir présenter des comptes en équilibre pour pouvoir emprunter. Pour cela il faut retrouver de la marge. »

**"JE VOUS RENVOIE À M. LE DIRECTEUR"**

Le chef du service maternité prend la parole : « Au prix d'énormes sacrifices, le personnel a maintenu l'activité au niveau où vous l'aviez demandé : nous sommes à près de 800 accouchements par an. Les mesures prises mettent en péril tous ces efforts, nous ne pourrions pas tenir. Avec la fermeture de la néo-

natalogie, je dirige tous les jours des patientes vers d'autres hôpitaux, nous avons le matériel pour accueillir les grossesses à risque, le savoir-faire, mais nous n'avons plus le droit de mettre en œuvre. C'est la sécurité des patientes qui est en cause. Que comptez-vous faire précisément ? Dites-nous que vous n'allez pas fermer le service ! » Evin ne veut rien entendre, il répète inlassablement : « Pour la sécurité des patientes, il faut raisonner "offre de soins sur le territoire". Je conçois que ce que vous me décrivez est important, mais c'est un problème local. Avec l'en-

veloppe, il faudra un dialogue. Je vous renvoie à M. le directeur pour mettre en place des solutions. »

**"NOUS VOULONS DES RÉPONSES, M. EVIN !"**

Exaspérée, une sage-femme l'interpelle : « Le personnel veut des réponses. Même en sous-effectif, on a maintenu l'activité. Des postes ont été redéployés dans d'autres services comme la gérontologie pour laquelle nous ne sommes pas formés. La sécurité des patients est posée, et maintenant, on nous annonce la suppression de vingt postes ! Ce n'est pas possible de continuer ainsi. Nous voulons des réponses, M. Evin ! »

Même réponse de Claude Evin : « Pour les problèmes de terrain, il faut voir en interne avec la direction. »

Il range ses documents et s'apprête à se lever quand un jeune brancardier l'apostrophe à son tour : « Pour assurer le service, nous faisons des dizaines de kilomètres dans les couloirs. C'est grave ce qui se passe, nous sommes venus pour apporter le témoignage de ce que vit le personnel, vous devez nous écouter. »

Il règne une certaine confusion dans la salle au moment où le face-à-face se termine ; il est 21 h 15. Les personnels discutent de la suite. Une distribution de tracts pour alerter la population est prévue sur la grande foire de la ville qui ouvre deux jours plus tard. ■

## Acte III de la décentralisation et intercommunalité forcée

Après la rencontre de quatre-vingt-dix-huit élus à Saint-Haon-le-Châtel

## Un appel à rejoindre les cent premiers élus de toutes tendances qui veulent rencontrer le président de la République

Jean Bartholin, Bernard Jayol, conseillers généraux de la Loire, Gérard Schivardi, maire de Mailhac informent les élus de la crise ouverte par la décision du gouvernement de déposer le 30 mai au Sénat un projet de loi visant à constituer des métropoles.

Publiant des prises de position contre ce projet de loi, ils appellent leurs collègues à rejoindre les cent premiers élus qui soutiennent la demande d'audience au président de la République faite par quatre-vingt-dix-huit élus réunis à Saint-Haon-le-Châtel le 6 avril dernier.

**"LE PÉRIMÈTRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION N'A AUCUNE LÉGITIMITÉ FACE À L'EXPRESSION DU SUFFRAGE UNIVERSEL !"**

**VŒU ADOPTÉ** par le conseil général de la Loire adressé au président de la République (extrait)

« Le périmètre de la communauté d'agglomération roannaise tel qu'il a été tracé et imposé ne dispose donc d'aucune légitimité face à l'expression du suffrage universel !

Ne pas tenir compte de cette expression du suffrage universel équivaudrait à une véritable remise en cause des principes les plus fondamentaux de notre République décentralisée, et à un total dévoiement du sens et du rôle de la coopération intercommunale.

Aussi, monsieur le président de la République, nous nous permettons de vous demander quels enseignements

Photo correspondant



et conséquences vous pensez tirer de ce scrutin d'importance où la démocratie directe a pu clairement et localement s'exprimer sur la question de l'organisation intercommunale dans l'un des territoires de notre département. »

**"CE SERAIT UNE ERREUR DE FAIRE DISPARAÎTRE LES DÉPARTEMENTS"**

**CLAUDY LEBRETON**, président de l'Assemblée des départements de France (ADF), Le Télégramme, 11 avril

« Les compétences affectées aux métropoles vont être examinées en mai et celles des régions à l'automne. Les départements, eux, sont renvoyés aux calendes grecques, après les élections municipales. Et le risque, effectivement, est qu'on n'existe plus ! (...) Ce

serait une erreur de faire disparaître les départements. (...) Le Premier ministre a tranché en faveur des métropoles, ce qui implique, par ailleurs, à terme, la disparition des communes. »

**"LE RÔLE DU MAIRE, PILIER DE LA RÉPUBLIQUE, EST MARGINALISÉ"**

**COMMUNIQUÉ** de l'Association des maires de France, 27 mars

« Ce texte est très réducteur sur les libertés communales et laisse peu de place aux communes dans cette nouvelle architecture territoriale. Elles y sont souvent ignorées ou réduites à la fonction d'exécutantes, au risque d'entraver leur capacité à intervenir auprès des populations. Le rôle du maire, pilier de la République, est marginalisé. »

**Soutenez, faites soutenir la demande d'audience au président de la République !**

**"DÉMANTÈLEMENT DES CONSEILS GÉNÉRAUX"**

**PIERRE IZARD**, président du conseil général de la Haute-Garonne (communiqué)

« Le projet de loi confiant certaines compétences du conseil général aux métropoles (action sociale, voirie départementale, collèges...) met gravement en danger notre socle républicain : il annonce le démantèlement des conseils généraux et prend le risque d'accroître la fracture entre les habitants d'un même territoire au lieu de la réduire. »

**"IL Y A UN RISQUE DE VOIR UNE FRANCE À DEUX VITESSES"**

**PHILIPPE GROVALET**, président du conseil général de Loire-Atlantique

« Attention, l'article 96 du projet de loi voudrait que certaines compétences d'un département soient automatiquement transférées à la métropole : c'est inacceptable. Il y a un risque de voir une France à deux vitesses : les métropoles qui concentreraient les richesses, et les territoires voisins qui concentreraient les handicaps. »

**"UNE VOLONTÉ LIBÉRALE EUROPÉENNE DE DÉSTRUCTURER LES ÉTATS"**

**GABY CHARROUX**, député de la treizième circonscription des Bouches-du-Rhône, s'est adressé à Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, lors de la séance des « questions au gouvernement », le mercredi 17 avril

« La métropole imposée dans les Bouches-du-Rhône n'est en rien justifiée par la situation de Marseille. Elle trouve sa source dans la volonté libérale européenne de déstructurer les Etats, réduire par force les dépenses publiques et mettre fin au service public local. (...) Je vous demande, madame la ministre, de surseoir à ce projet dans son ensemble. »

ArcelorMittal

# L'unité ne peut se réaliser que sur la seule base du redémarrage des hauts-fourneaux

Albert Dal Pozzolo

Le 11 avril, Mittal a annoncé la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. Comment en est-on arrivé là ?

Le jour de l'annonce de la fermeture, le ministre Arnaud Montebourg a déclaré sur France Inter : « Je conseille à Mittal de bien respecter les conditions de l'accord du 30 novembre 2012. »

Or que contient l'accord signé entre Mittal et le gouvernement le 30 novembre 2012 ?

Il a donné le feu vert à Mittal pour fermer les hauts-fourneaux, en échange de la promesse d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans. Cent quatre-vingts millions sur cinq ans, cela fait moins de 40 millions par an. Les sidérurgistes savent que le minimum d'investissement pour entretenir les installations est de 80 millions par an. En fait, l'accord accompagne l'arrêt de toutes les installations, faute d'investissements suffisants !

En effet, Mittal ne s'est engagé ni sur le maintien des emplois, ni sur les investissements nécessaires, ni sur le projet Ulcos (1), ni sur le redémarrage des hauts-fourneaux, ni sur le maintien de l'aciérie, du packaging, ni sur le maintien de la totalité du site de Florange et de celui de Basse-Indre ! En réalité, l'accord permet à Mittal de poursuivre le démantèlement de Florange et de Basse-Indre.

Le 17 avril, Mittal a été entendu par la commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie mise en place par le Front de gauche. Elle est présidée par le député PS Jean Grellier et son rapporteur est Alain Bocquet. Michel Liebgott, député PS de Moselle, en fait aussi partie.

Mittal a été entendu à huis clos. Selon *Le Républicain lorrain*, « Mittal n'a rien lâché ». Le journal patronal *Les Echos* indique ce que Mittal a déclaré aux députés PS et PCF : « Vous ne pouvez pas me garantir une croissance de 3 % par an en Europe, je ne peux pas vous garantir un montant d'investissements. »

## « La question se concentre sur le comité de suivi de l'accord »

Alors, que vaut l'engagement d'investir 180 millions sur cinq ans ? De plus, Mittal a enfoncé le clou en affirmant qu'il n'investira pas : « En Chine, le coût du travail est de trois dollars l'heure (...). Comment faire pour concurrencer les productions russes et chinoises qui, en plus, sont soutenues par leur gouvernement ? »

« Mittal a renvoyé la discussion au comité de suivi de l'accord », souligne *Le Républicain lorrain*. Encore une fois, la question se concentre sur le comité de suivi de l'accord. Les syndicats FO et CGT ont refusé de siéger dans le comité de suivi. Y participer, c'est entrer dans un processus qui aboutira à supprimer des milliers d'emplois et à la fermeture des installations.

Mittal veut utiliser le comité de suivi de l'accord qu'il a signé avec le Premier ministre pour liquider, après les hauts-fourneaux, le reste des installations, c'est-à-dire la phase à froid (les tôles de voiture). Le gouvernement et Mittal voudraient y associer les syndicats !

## Comment arrêter la casse, d'où viendra l'issue ?

Montebourg a également déclaré le 11 avril : « Le gouvernement, l'Union européenne, les syndicats ont une position unitaire. » Montebourg, ainsi qu'Ay-

rault souhaitent que les syndicats soutiennent l'accord du 30 novembre 2012 et le plan de compétitivité pour l'acier européen, que la commission de Bruxelles va publier en juin 2013. Mais le même jour, au comité central d'entreprise extraordinaire de Mittal, tous les syndicats ont voté contre le plan de fermeture. Le 11 avril 2013 à Basse-Indre, à l'appel des syndicats FO, CGT, CFDT, les sidérurgistes étaient en grève. Faudrait-il accepter de sacrifier les emplois par milliers et détruire les communes parce que l'Union européenne interdit de nationaliser la sidérurgie ? L'unité ne peut se réaliser que sur la seule base du redémarrage des hauts-fourneaux pour permettre le maintien de tous les emplois sur place et les embauches nécessaires ! Cela exige le rejet du comité de suivi de l'accord.

Une motion pour la nationalisation de la sidérurgie a été adoptée par des élus PCF, POI, PS, Verts au conseil municipal de Jarny le 27 mars. Elle constitue un point d'appui. Depuis, elle a été reprise et adoptée par le conseil municipal de Joudreville. N'est-ce pas la voie à suivre dans toutes les communes de Lorraine, n'est-ce pas sur cette base qu'il est possible de rassembler ? ■

(1) Ulcos est un projet européen de captage et de stockage du dioxyde de carbone. Cette technologie permet de réduire d'au moins 50 % les émissions de CO<sub>2</sub> lors de la fabrication de l'acier et devait permettre de maintenir les hauts-fourneaux en fonctionnement.

**Discutons-en. Réunion le mardi 7 mai, à 18 heures. Rendez-vous devant la poste, à Hayange.**

### Motion adoptée par le conseil municipal de Jarny

## « Le gouvernement doit revenir sur l'accord avec Mittal et nationaliser le site de Florange »

Le conseil municipal soutient les salariés du groupe ArcelorMittal ainsi que les sous-traitants, les intérimaires et tous les acteurs socio-économiques impactés, soit des milliers de familles qui dépendent directement ou indirectement de l'activité sidérurgique de Florange ;

— de revenir sur l'accord avec le groupe Mittal afin d'obtenir le redémarrage des hauts-fourneaux et le maintien de tous les emplois sur place (directs et indirects) ;

— de nationaliser de façon pérenne le site de Florange et l'ensemble de la sidérurgie, car ce contrôle public préservera l'activité et l'emploi, assurera un avenir durable pour la sidérurgie lorraine et française, et permettra aux salariés de bénéficier de nouveaux droits et d'une participation accrue aux décisions de l'entreprise. »

Motion adoptée à l'unanimité des vingt-trois présents (PCF, POI, PS, Verts), le 27 mars 2013

### Groupe Sagemcom > Communiqué de presse des sections syndicales Force ouvrière

## « Retrait du plan de licenciements »

Face au plan de quarante-huit licenciements annoncé par la direction du groupe Sagemcom, des débrayages ont été organisés le 19 avril dans l'unité CGT et FO. Nous publions de larges extraits du communiqué des sections FO.

Le groupe Sagemcom (...) a annoncé au comité central d'entreprise un plan de restructuration de sa filiale « Réseaux et systèmes ». Soixante-dix-huit salariés sont touchés, soit les deux tiers des effectifs ! Quarante-huit licenciements sont programmés. Un plan d'une violence inadmissible. Pour preuve, 75 % du personnel visé a plus de 50 ans ! Avec un tel plan, c'est du chômage longue durée pour la très grande majorité. Ce plan, loin de régler les problèmes de l'activité, va au contraire l'aggraver. Pour preuve, la direction

liquide la quasi-totalité du personnel de terrain (installation, mise en service, support technique, etc.) ! Dans de telles conditions drastiques d'économie et de savoir-faire, la filiale ne pourrait plus répondre aux appels d'offre.

Une question s'impose : cette restructuration prépare-t-elle le bradage définitif de cette filiale ? (...) Notre syndicat n'accepte pas le démembrement de Sagemcom (...). Au CCE, les représentants Force ouvrière ont revendiqué le retrait du plan de licenciements et l'ouverture d'une négociation pour des départs volontaires en préretraite, étendue à toutes les sociétés du groupe.

La direction a passé outre à nos demandes et, sans même avoir présenté et débattu sur une expertise économique, elle a ouvert la discussion sur le PSE (plan de « sauvegarde » de l'em-

ploi — NDLR). Au pas de charge, les licenciements seraient actés début septembre 2013.

Pour les sections FO Sagemcom du groupe ainsi que pour le syndicat des métallurgistes FO de Paris-Nord-Ouest, c'est inacceptable !

La fédération Force ouvrière de la métallurgie interviendra auprès du ministère du Redressement productif. Appuyés par nos structures syndicales, syndicat, fédération, union départementale, et en relation avec les autres organisations syndicales, toutes les démarches seront engagées afin que les autorités du pays empêchent un nouveau drame social.

Avec leurs syndicats, pour se faire entendre, les salariés du groupe sont invités à poursuivre la mobilisation pour préserver leur droit au travail.

Le 18 avril 2013 ■

### Projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche

## Les syndicats CGT, FO, FSU et SUD face à "l'alliance tactique" Fioraso-UNEF

Photo DR



Geneviève Fioraso au congrès de l'UNEF.

Jean-Pierre Fitoussi, syndicaliste recherche publique

Alors que les syndicats CGT, FSU, FO et SUD ont décidé d'appeler à manifester le 22 mai pour l'abandon du projet de loi Fioraso sur l'enseignement supérieur et la recherche, une « alliance tactique entre la ministre de l'Enseignement supérieur et l'UNEF », (*Le Monde*, 20 avril) s'est nouée au congrès de l'UNEF, à l'occasion de la venue, le 18 avril, de Geneviève Fioraso, qui a présenté le volet universitaire de son projet de loi.

Selon *Le Monde*, « la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso, est venue à Toulouse, ce qui ne s'était pas vu à un congrès de l'UNEF depuis les années 1990 (...). Elle a plaidé pour son projet de loi, présenté mercredi 20 mars en Conseil des ministres, centré sur la réussite des étudiants, notamment par une meilleure orientation, une rénovation pédagogique et une simplification de l'offre de formation... "Je n'esquive pas la question des moyens et je partage votre analyse sur le système d'aide sociale, conçu dans les années 1950 et qui ne répond plus à la situation des étudiants, aujourd'hui", a-t-elle concédé.

### « Supprimer la demi-part fiscale »

« Mais vous n'ignorez pas que des résistances existent sur les réformes fiscales des aides étudiantes, y compris au sein de la gauche ». La ministre fait référence à la nécessité, pour créer cette allocation, de repenser les aides existantes, bourses, allocations logements, en supprimant par exemple la demi-part fiscale dont bénéficient les parents d'un étudiant de 18 à 25 ans. Cet avantage profite, pour l'instant, aux familles aisées et aux classes moyennes, qui risquent de le perdre, sans compensation. « Je reste déterminée à créer cette allocation d'autonomie sous conditions de ressources, mais j'ai besoin de la durée du quinquennat », a insisté la ministre. »

### « Un accord d'assistance mutuelle pour faire adopter la loi avant l'été »

Rappelons que la suppression de la demi-part fiscale aboutirait à ce qu'un couple de parents dont le revenu est égal au Smic la perde et se voie contraint de payer plus d'impôts ! Autrement dit, les familles modestes mettront la main à la poche !

Et *Le Monde* de conclure : « L'UNEF reste un vivier de cadres du Parti socialiste — François Hollande en était un animateur à Sciences Po, et le prédécesseur de M. Zemmour, Jean-Baptiste Prévost, vient de rejoindre le cabinet de la ministre. Geneviève Fioraso, en terre amie à Toulouse, entourée d'élus tous socialistes, a donc passé avec le syndicat un accord d'assistance mutuelle pour faire adopter, avant l'été, la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche, et arracher des mesures budgétaires à Bercy. »

### Cent laboratoires de recherche publique soumis au privé

Est-ce un hasard si le 18 avril, le journal patronal *Les Echos* publiait une interview de Geneviève Fioraso consacrée au volet recherche de son projet de loi, où l'on peut lire :

« *Les Echos* : Vous annoncez le lancement de 100 laboratoires communs de recherche publique dédiés aux PME ? De quoi s'agit-il concrètement ?

G. Fioraso : Nous avons demandé à l'Agence nationale de la recherche (ANR) d'ouvrir un appel d'offres pour financer, à terme, 100 laboratoires communs avec des entreprises françaises. L'objectif de ce dispositif qui va monter en puissance pour devenir pérenne est de faire en sorte qu'un laboratoire public les aide à renforcer leurs compétences. »

C'est-à-dire le pillage de la recherche publique par l'asservissement au privé, en vertu de la compétitivité !

Mais face à cette « alliance tactique » UNEF-Fioraso, les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche disposent des points d'appui que sont la pétition et l'appel communs des syndicats CGT, FO, FSU et SUD à manifester le 22 mai pour l'abandon du projet de loi Fioraso. ■

**Les syndicats CGT, FO, FSU et SUD appellent à la grève et à des manifestations le 22 mai, lors de l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale, pour l'abandon du projet de loi Fioraso.**

# 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin 2013 - IV<sup>e</sup> CONGRÈS, CONGRÈS OUVERT

## Plus de 100 !

Plus de 100...  
 assemblées-débats,  
 réunions publiques,  
 meetings !  
 Dans toute la France,  
 le POI a ouvert la discussion.  
 L'échange est passionnant.  
 Tout d'abord, parce que  
 travailleurs, militants  
 et jeunes  
 sont intéressés  
 à répondre collectivement  
 à la question :  
 « Crise politique, sociale,  
 comment en sortir ? »  
 Ensuite, parce qu'ils sont  
 nombreux, militants  
 du PCF, du PG,  
 du Front de gauche, du PS,  
 syndicalistes, qui participent  
 à cette confrontation  
 avec leurs propres réflexions  
 et propositions.  
 Un débat qui se poursuivra  
 dans les assemblées locales  
 et les congrès départementaux  
 préparatoires au IV<sup>e</sup> Congrès  
 national du POI.



Photo correspondant

Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne)

## Encore faut-il être clair sur les mots d'ordre !

Lors du lancement de la campagne de meetings et de réunions publiques, il avait été proposé que les membres du bureau national puissent, à la demande des comités départementaux, aider à l'animation de ces rencontres. Trente-deux d'entre eux ont ainsi eu l'occasion d'apporter leurs propres réflexions dans ces échanges. En Seine-et-Marne ce 20 avril, Jean Markun, secrétaire national, et Nicole Mas, membre du bureau national, étaient présents.

**L**e premier meeting départemental du POI en Seine-et-Marne a rassemblé 65 participants dans la salle des associations, à Vaux-le-Pénil.

● **Jean Markun (POI)** a ouvert la réunion : « Attali ne s'était pas trompé lorsqu'il déclarait, avant l'élection présidentielle : "Quel que soit l'élu, c'est l'Union européenne qui gouvernera." Les électeurs, rappelons-le, n'ont pas voté Hollande pour son programme, ils ont utilisé le vote Hollande pour chasser Sarkozy. » Après avoir rappelé la situation en Europe, en Grèce, à Chypre, au Portugal, en Espagne, en Italie, il ajoute : « Hollande s'apprête à poursuivre. Réforme des retraites, transposition de l'ANI dans la loi, allocations familiales, on va vers un choc, l'affrontement de classe. La déclaration du bureau national reprend la question que tout le monde se pose : "Comment en sortir ?" »

● **Stéphanie, infirmière à l'hôpital de Nemours**, après avoir rappelé comment les plans de l'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France ont transformé son établissement, le réduisant à la gériatrie et la psychiatrie, pose la question : « Que cherche l'ARS ? La mort du centre hospitalier de Nemours en tant que tel ? La brutalité et la violence de ses restructurations successives au centre hospitalier de Nemours ont des répercussions dramatiques pour les patients. Ainsi, en gériatrie, c'est la remise en cause de la toilette quotidienne (dix-sept résidents par agent) et l'entretien des chambres tous les quatre à cinq jours (un ou deux agents des services hospitaliers par jour pour soixante chambres et 500 m<sup>2</sup>). Dans de nombreux hôpitaux, les agents commencent à se mobiliser. Sur le plan local, travailleurs et militants se mobilisent également. La manifestation du 6 avril à Melun est un premier pas dans ce sens. Encore faut-il être clair sur les mots d'ordre et les exigences : arrêt des restructurations ! Pas une fermeture de lit, de poste, de service et d'hôpital ! Non aux "complémentarités" ! Abrogation de la loi Bachelot ! Il est indispensable d'amplifier ce mouvement. »

● **Russell Yates, secrétaire de la section PCF de Meaux** : « Je vous remercie de m'avoir invité, c'est important d'être avec des alliés politiques. Cela fait cinq ans que l'on travaille ensemble



Photo correspondant

à Meaux : pour défendre l'hôpital, le logement, contre le TSCG. » Il fait un parallèle avec la situation de la santé aux Etats-Unis pour situer les enjeux du combat : « L'Europe veut mettre le libre échange des services dans la santé, ils veulent casser le système de santé publique. C'est pourquoi, pour ma part, je suis contre cette Union européenne et la politique de régression sociale mise en œuvre sous ses ordres par tous les gouvernements. »

● **Jean-François Chalot, conseiller municipal de Vaux-le-Pénil** : « Je suis conseiller municipal, chargé des associations, et heureux de vous accueillir dans cette salle. Il y a un an et demi, j'étais au PG, après trente-trois ans de LCR. J'ai quitté le PG après que l'on a voulu m'interdire de parler du retrait de la France de l'Union européenne, dans une réunion, dans cette même salle, au motif de ne pas chagriner nos alliés du PCF. Mais aussi du fait que le comité de défense de l'hôpital de Melun auquel je participais a été mis en sommeil depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. »

● **Nicole Mas, membre du bureau national du POI** : « Il y a beaucoup de questions ; nous devons poursuivre la discussion. C'est le sens de l'initiative du POI d'ouvrir ce débat pour le congrès ouvert national dans les congrès départementaux, pour voir concrètement comment on va s'organiser pour un grand mouvement pour bloquer ces plans. Il faut lever les obstacles. Oui, l'unité est possible, elle est indispensable. Ainsi, dans mon département, dans une instance syndicale, un militant a lu le tract commun CFDT-CFTC-UNSA qui appelle à un 1<sup>er</sup> Mai commun pour soutenir l'ANI et la politique du gouvernement. "On ne peut pas en rester à faire comme d'habitude, dit-il, il faut bouger !" Contact est pris aussitôt entre FO et la CGT. Une rencontre est prévue pour manifester ensemble contre la transposition de l'ANI. »

En conclusion du meeting, dans les discussions autour d'un pot, l'un des participants décide d'adhérer au POI. Trois autres répondent positivement à l'invitation au congrès départemental qui se tiendra le 18 mai. D'autres, qui se déclarent intéressés, demandent à y réfléchir encore. ■

### MESSAGES

#### "Pour une assemblée générale du peuple"

Deux messages ont été lus. Celui de Jean-Luc Ballester, secrétaire de la section PS de Rozay-en-Brie (dont une interview a été publiée dans notre précédent numéro) et celui d'Alain Denis, membre du Front de gauche.

● « Ce combat de longue haleine doit être mené dans l'unité de tous les travailleurs victimes. Il posera les questions fondamentales de l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production pour conduire à une autre société. Il serait donc nécessaire, selon moi, de convoquer une assemblée générale de tous les travailleurs et retraités victimes de la société bourgeoise et capitaliste contre le traité TSCG Merkel-Sarkozy-Hollande. Une assemblée générale du peuple, avec, à son ordre du jour : unité pour reprendre ce qui appartient au peuple, c'est-à-dire nationalisation sans indemnités.

Je remercie le camarade qui a lu mon message et toute l'assemblée réunie ce samedi 20 avril. Bon courage. Bonne réunion de lutte. »

● « Membre du Front de gauche, il m'apparaît nécessaire, comme première étape, de construire l'unité de toutes les organisations de la gauche qui luttent pour un changement radical de société. C'est-à-dire de la seule gauche qui lutte pour l'abrogation du système capitaliste et son changement par une société dans laquelle les profits ne seraient plus le seul but. »

### Manifestation du 5 mai

## Une discussion

« Pourquoi ne participez-vous pas à la manifestation du 5 mai, alors que nous nous retrouvons souvent ensemble dans les combats ? », demande un militant du Front de gauche lors d'une réunion du POI. Un camarade interroge en retour : « Nous avons en effet été saisis de cette proposition de manifestation "contre la finance et l'austérité, marche citoyenne pour la VI<sup>e</sup> République". Je ne rentrerai pas dans le débat sur la VI<sup>e</sup> République, il y aurait beaucoup de choses à dire. Tu connais notre position pour la liquidation des institutions de la V<sup>e</sup> République et l'Assemblée constituante souveraine. Quant à la finance, pour notre

part, nous sommes partisans de l'annulation de la dette.

Mais après tout, on n'est pas obligés d'être d'accord sur tout pour manifester ensemble. Moi, ce qui me semble central, c'est la question de l'austérité, donc de la lutte effective pour la bloquer. Et là, nous nous interrogeons sur les mots d'ordre de la manifestation. »

Le militant du Front de gauche reprend : « D'accord, c'est peut-être un peu général, mais vous pouvez venir manifester avec vos propres mots d'ordre. »

La discussion se poursuit :

« Ce n'est pas simplement que le texte soit général. J'ai lu le projet d'appel, je n'y vois

trace du gouvernement Hollande-Ayrault. C'est pourtant bien lui qui est en train de mettre en œuvre une politique d'austérité, et cela prend des formes précises. La transposition de l'ANI, qui est malheureusement en train de s'achever, va casser le Code du travail, accélérer les licenciements, et par là, accentuer l'austérité. Et que dire de la contre-réforme des retraites à venir ? Ne faudrait-il pas immédiatement dire au gouvernement : "Stop ! Halte là !" Et je ne retrouve pas cela dans l'appel à la manifestation.

Pour les travailleurs, dire non à l'austérité cela signifie concrètement bloquer tout de suite la politique du gouvernement.

— D'accord, mais c'est cela que veut dire la manifestation.

— C'est sans doute pour cela que toi et d'autres camarades irez manifester. Il n'en reste pas moins que l'appel pour le 5 mai ne met pas en cause la politique du gouvernement. Si tu me montres un tract central des organisateurs qui appelle à bloquer la politique du gouvernement et ses mesures concrètes, ça méritera réflexion.

En tout état de cause, ce qui est sûr, c'est que le besoin d'une manifestation pour bloquer Hollande et Ayrault est posé, qu'il le sera demain, quels que soient les développements des jours à venir. »

## Hauts-de-Seine

## “Il faut que les partis acceptent quelquefois des compromis, sans renier leurs positions”

Patrick Albert est responsable syndical, militant associatif et militant du Front de gauche, sans être membre d'un parti.

En 2011, il s'est présenté aux cantonales comme suppléant, à Colombes, sous l'étiquette Front de gauche. Il a pris la parole lors du meeting du POI qui a rassemblé 150 participants à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, le 19 avril. Cette contribution est versée à la discussion préparatoire au congrès départemental du 12 mai auquel il participera, comme une quinzaine de militants de toute tendances.

“Tout d'abord, je tiens à remercier le POI de me permettre d'intervenir dans ce meeting.

La question qui me semble primordiale est la question de l'unité et de la construction d'un parti se situant sur le terrain du socialisme.

Je partirai du travail mené depuis plusieurs années sur Colombes. En 2010, nous nous sommes retrouvés avec les camarades du POI sur la défense de l'hôpital Louis-Mourier, sur une revendication simple : que l'hôpital Louis-Mourier devait rester un hôpital de plein exercice avec tous ses services, et contre la loi HPST. A l'initiative des

militants du POI s'est constitué un comité qui regroupait, au départ, toutes les forces politiques dites de gauche, c'est-à-dire le Front de gauche — composé du PCF, du PG et de la GU — le PS, EELV, le NPA, le Planning familial, des syndicalistes et militants associatifs. Mais dans la bataille, nous avons perdu le PS et EELV.

Le principal intérêt pour moi de ce comité, outre la bataille revendicative, est qu'il a permis d'ouvrir des échanges entre différents militants qui ne se parlaient pas avant. Cela ne signifie nullement que toutes les divergences sont gommées, mais aujourd'hui, le débat est ouvert. Pour moi, pour avancer dans les discussions, il faut que les partis acceptent quelquefois des compromis, sans renier leurs positions.

C'est aussi pour cela que je suis militant du Front de gauche, car je pense qu'il faut bousculer les barrières. J'ai des tas de divergences. Mais le cadre unitaire, même imparfait, me convient. Sur Colombes, il existe une dizaine de personnes qui se considèrent membres du Front de gauche sans être dans un parti. Pour éviter tout malentendu, je précise que, pour moi, il y a nécessité d'avoir un parti dans lequel les travailleurs aient confiance. Certains de mes amis sont émerveillés

par le mouvement des indignés. En général, je leur réponds : “Et alors ? Quelle est la suite ?” Car, qu'on le veuille ou non, la question finale est quand même la prise du pouvoir par les travailleurs. En conséquence, la question qui se pose est : comment dépasser le caractère identitaire de chacun, que ce soit dans le Front de gauche ou à l'extérieur, pour construire un véritable parti de défense des intérêts des salariés, où tout le monde puisse s'exprimer ? Je ne pense pas que l'on puisse avoir raison tout seul.

C'est pour cette raison que je ne partage pas toutes les positions du Front de gauche, mais aujourd'hui, c'est le seul cadre unitaire que je connaisse. Mais l'unité est une bataille de tout instant. Par exemple, en septembre, il y a eu un essai pour mener une bataille commune pour la manifestation contre le TSCG. Alors qu'un appel commun, à l'initiative du POI, avait été adopté par le PCF, le PG, la GU, pour rompre le cadre unitaire, le PCF a choisi au dernier moment de contacter la CGT pour l'intégrer, sachant que le POI en ferait une position de principe sur la question de l'indépendance syndicale. De fait, cette initiative est tombée à l'eau. Je pense qu'il s'agissait d'une erreur de la part des militants du POI.

Toujours sur la question de l'unité, bien que d'accord sur de nombreuses questions avec le POI (Europe, décentralisation...), je ne partage pas souvent votre stratégie. J'ai le sentiment que, dans certains collectifs avec d'autres organisations, vous recherchez le point de désaccord pour ne pas être signataire. Il ne s'agit pas d'être signataire de tous les appels communs qui se présentent. Mais par exemple, il y a eu un appel à l'initiative d'Attac sur l'ANI qui se termine en disant : “Nous appelons les salariés... à faire entendre leurs exigences auprès des élus, tout particulièrement de ceux de gauche, pour qu'ils ne votent pas ce texte.” Le POI n'était pas signataire. Je ne comprends pas. Certes, étaient aussi signataires des organisations syndicales, mais comme je l'ai déjà dit, c'est leur problème.

En revanche, le 5 mai, le Front de gauche organise une marche citoyenne pour la VI<sup>e</sup> République. A partir du moment où le POI se prononce pour la liquidation de la V<sup>e</sup> République et une Assemblée constituante, je pense que vous devriez participer à cette marche avec vos propres positions.

*Pour terminer, je pense qu'il faut continuer à se battre pour réaliser l'unité sur des bases claires, mais sans dogmatisme.*

Sans vouloir être pessimiste, si nous n'arrivons pas à construire le rapport de force favorable aux travailleurs, la politique menée par ce gouvernement ouvrira les portes à l'extrême droite. Comme je suis d'un naturel plutôt optimiste, je pense que les jeux ne sont pas encore faits, et nous devons construire un parti ou un front commun pour construire une autre société. Nous n'avons pas d'autre choix si nous ne voulons pas que la barbarie triomphe. Bien entendu, il y a d'autres sujets dont j'aurais aimé parler ou approfondir, sur l'Europe, la réquisition d'entreprises, etc. Mais la discussion se poursuivra. »



Photo correspondant

## Finistère &gt; Réunion-débat à Brest, 18 avril

## “Nous unir pour faire barrage à la politique menée”

● Un jeune travailleur de l'Arsenal, qui sera présent au congrès, a expliqué que la Direction des constructions navales (DCNS) perd des marchés (l'entretien des avisos est fait maintenant par des boîtes privées, les constructions neuves ne se font plus dans les arsenaux) et maintenant, on apprend qu'ils voudraient passer les « travailleurs d'Etat » au statut de... fonctionnaires avec des pertes de salaire sur les carrières et aussi sur les retraites à venir. Tout est bon pour nous « piquer » de l'argent : ils nous ont incités à prendre des voitures diesel, et maintenant, ils vont taxer celui-ci pour le mettre au prix de l'essence.

● Un camarade membre du Parti de gauche, qui avait été délégué à la conférence du 1<sup>er</sup> décembre à Paris : « Je suis d'accord pour être

invité à votre congrès (...). Les élections municipales vont avoir lieu dans à peine un an, dans le contexte d'une politique d'austérité qui s'aggrave, d'une crise politique et institutionnelle, et alors que le gouvernement veut imposer une baisse des dotations aux collectivités territoriales d'au moins un milliard et demi par an. Au sein du Front de gauche et de ses composantes à Brest (Fédération pour une alternative sociale et écologique, Gauche anticapitaliste, Parti communiste français, Parti de gauche), une réflexion est engagée sur ce qu'il conviendrait de proposer lors de cette importante échéance. Pour autant, il n'est pas concevable que, dès le début, les citoyennes et citoyens brestoises ne soient pas associées plus largement à cette réflexion. »

Correspondant ■

Il nous est impossible de rendre compte de toutes les réunions tenues cette semaine : celle de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) avec quarante personnes, celle de Draguignan (Var), où a été posée la question d'une candidature aux élections municipales, de Toulouse-ville avec trente participants, qui a notamment abordé la question de la mise en place de la métropole de Toulouse, ou encore des soixante-dix travailleurs et militants regroupés par les comités de Lyon et de Vénissieux, dans le Rhône, avec un débat largement consacré à la question de la situation dans le privé, ou celles de Pont-l'Abbé (29) et du Val-de-Marne où 130 participants s'étaient réunis. Merci à tous nos correspondants, et nos excuses à tous ceux qui n'ont pu être cités.

## Meetings et réunions publiques du POI

### ■ MERCREDI 24 AVRIL

► Seine-Saint-Denis : Aulnay-sous-Bois, 18 h 30, salle Chanteloup, 1, avenue de Nonneville

### ■ VENDREDI 26 AVRIL

► Côte-d'Or : Mont-Saint-Jean 18 heures

► Savoie : Chambéry 20 heures, espace Pierre-Cot, quai des Allobroges

► Ille-et-Vilaine : Rennes 18 heures, au local associatif Kennedy

► Yonne : Joigny 19 heures, salle des réunions, mairie

► Val-d'Oise : Cergy 20 heures, maison de quartier des Touleuses

► Pyrénées-Atlantiques : Orthez, 18 h 30, salle de la mairie

► Alpes maritimes

► Haute-Loire : Le Puy, 20 h 30, salle de conférence du centre Pierre-Cardinal

### ■ SAMEDI 27 AVRIL

► Gironde : Bordeaux 15 heures, salle municipale du Grand parc

### ■ MARDI 30 AVRIL

► Vaucluse : Morières 18 h 15, espace Dion

### ■ JEUDI 2 MAI

► Côte-d'Or : Dijon 18 heures, 2, rue Jehan-de-Marville

► Indre-et-Loire : Bléré, 19 heures, salle Maurice-Genevoix (face à l'église)

► Jura : Dole, 18 heures, salle n° 1 de la Visitation, rue Aristide-Briand

### ■ VENDREDI 3 MAI

► Haute-Vienne : Limoges 20 h 30, salle annexe Blanqui 2

► Vaucluse : Avignon 18 h 15, mairie Ouest, 30, avenue Monclar

### ■ MARDI 7 MAI

► Eure : Evreux 18 heures, salle Jules-Janin

► Doubs : Besançon, 19 heures 13 ter, rue Nicolas-Bruand

### ■ VENDREDI 17 MAI

► Bouches-du-Rhône : Marseille 19 heures, salle Mazenod, 88, rue d'Aubagne

### ■ SAMEDI 25 MAI

► Ariège : Foix

► Doubs : Montbéliard, 18 heures, salle n° 8, sous-sol des Hexagones

POI

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant  Je souhaite adhérer

Nom, prénom : ..... Adresse : .....

Code postal : ..... E-mail : .....

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

## Chronique

## INTERNATIONALE

## L'Amérique en crise...

François Forge

L'attentat meurtrier qui a frappé la population de Boston a provoqué une véritable mise en état de siège de la ville. Au-delà de cet aspect et de la légitime indignation, cet attentat a révélé le degré de crise dans les sommets de l'Etat (1). Il n'a pu, par ailleurs, faire oublier l'opposition de la population travailleuse à la politique suivie par l'administration Obama. Il y a quelques jours, le Sénat rejetait le projet de loi sur le contrôle de la possession d'armes à feu par les citoyens. Tous les élus républicains s'étaient mobilisés pour infliger un camouflet au président.

Ce dernier allait pourtant au-devant des exigences les plus extrêmes du Parti républicain. Dans son projet de budget 2014, il inclut des coupes claires dans les dépenses sociales : sur une période de dix ans, les dépenses pour la "Social Security" (les retraites garanties par l'Etat) doivent diminuer de 320 milliards de dollars, et de 400 milliards de dollars pour "Medicare" (c'est-à-dire pour le remboursement partiel des dépenses de santé des personnes âgées de plus de 65 ans). Aucun président avant Obama, même les plus réactionnaires comme Nixon, Reagan ou Bush, n'avait osé aller aussi loin dans la remise en cause des conquêtes arrachées par les grandes grèves des années 1930 ! La direction de la centrale syndicale AFL-CIO qui, jusqu'ici, avait apporté son soutien à Obama, a été amenée, par la voix de son président, Richard Trumka, à condamner ces mesures : « *Nous considérons que réduire les retraites et augmenter la part payée par les bénéficiaires de Medicare — tout en exemptant les propriétaires des grandes firmes de toute participation à un partage des sacrifices — est faux et indéfendable.* »

Une première question : si les sacrifices étaient partagés, le budget d'Obama serait-il acceptable ?

La réponse est « non ». Il n'y a pas de « partage des sacrifices » entre exploités et exploités.

Une deuxième question se pose : Richard Trumka a raison. La politique d'Obama est indéfendable ! Alors, comment la bloquer ? L'heure n'est-elle pas à la mobilisation de toute la population travailleuse, de son organisation syndicale pour stopper la marche de la machine à détruire les droits lancée par le gouvernement Obama ?

(1) On apprend, en effet, que le FBI avait été informé des liens entre des mouvements terroristes et le suspect qui a été abattu. Pourquoi toute surveillance à son sujet avait-elle été abandonnée ? Cette question n'est pas sans rappeler, pour nous, certains aspects de « l'affaire Merah ».

L'événement



Nicolas Maduro a prêté serment le 19 avril, après avoir été élu le 14 avril, malgré les tentatives de son adversaire défait de le faire invalider.

## Venezuela : Maduro président élu, malgré les Etats-Unis

C'est en présence des représentants de soixante et un pays que Nicolas Maduro, nouveau président vénézuélien, a prêté serment le vendredi 19 avril, après avoir battu, le 14 avril dernier, le candidat de l'impérialisme américain, Henrique Capriles, par 50,75 % des voix contre 48,98 % à son adversaire.

Edison Cardoni

C'est un soulagement pour tous les peuples qui subissent l'oppression du capital financier et qui ont suivi avec angoisse l'offensive du gouvernement américain, qui voulait se saisir de l'occasion de la mort de Chavez, survenue le 5 mars dernier, pour déstabiliser le Venezuela, ouvrant une situation de confrontation qui aurait pu servir de prétexte à une intervention extérieure. Cela aurait pu constituer une grave menace pour tous les peuples de la région, pour lesquels la défense de la souveraineté du Venezuela, c'est la défense de la souveraineté de toute l'Amérique latine et de la Caraïbe.

Dès que les élections ont été convoquées comme le prévoit la Constitution du pays, toute une série de déclarations et d'actions se sont employées à discréditer l'organisme chargé d'organiser le scrutin, le Conseil national électoral (CNE).

Le 25 mars, Roberta Jacobson, du département d'Etat des Etats-Unis, plaidait en faveur « d'élections ouvertes, justes et transparentes ». Peu après, dans une mobilisation sans précédent, plus de 350 leaders politiques latino-américains entièrement dévoués au capital financier (comme par exemple Vicente Fox et Fernando de la Rúa, ex-présidents respectivement du Mexique et de l'Argentine) ont envoyé des lettres au CNE pour exiger, au nom de la « communauté démocratique internationale », un processus « transparent, libre et équitable ».

Le candidat de Washington, Henrique Capriles, a dénoncé par anticipation la « fraude » dont il a fait l'axe de sa campagne remplie de haine et de provocations — accusation toujours largement reprise par la presse pro-américaine. Moins de deux heures après la publication des résultats (dans la nuit du 14 au 15 avril), Capriles

a confirmé qu'il ne reconnaîtrait pas ces résultats. Et, sans apporter aucune preuve et sans même recourir aux institutions légales chargées de s'assurer du bon déroulement des élections, il a exigé le recomptage de 100 % des voix.

Le 15 avril à midi, les Etats-Unis, par la voix de Patrick Ventrell, du département d'Etat, ont appuyé la demande « non officialisée » de Capriles, ajoutant que le vainqueur ne pourrait être proclamé qu'après le recomptage des voix. Il était suivi par l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Espagne, tandis que les gouvernements d'Amérique latine, par le biais d'une déclaration de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), appelaient, eux, à la reconnaissance des résultats.

**Encore une fois, le peuple vénézuélien s'est dressé pour bloquer l'offensive menée par l'impérialisme.**

Immédiatement, le même jour à 14 heures, dans une conférence de presse retransmise en direct par toutes les chaînes privées du Venezuela et diffusée par un grand nombre de chaînes internationales, Capriles reprenait mot à mot la position des Etats-Unis : « *Le vainqueur ne pourrait être proclamé qu'après le recomptage des voix.* » Il affirmait que Maduro était « *illégitime* » et convoquait ses troupes à manifester tous les jours, jusqu'à une « *grande marche* » le mercredi

17 avril, en direction du siège central du CNE, pour « *libérer la colère* ».

Dès lors, de fausses informations se sont répandues dans les médias. Du 14 au 15 avril, le Venezuela vit une nuit d'émeutes. Plusieurs édifices gouvernementaux sont attaqués, de même que les maisons de plusieurs dirigeants (notamment celle de la présidente du CNE), de militants ou de simples citoyens prochavistes.

Ont été notamment visés : les centres publics de santé (CDI), des écoles, des établissements de vente de nourriture subventionnés par le gouvernement. Le bilan est de huit morts et de dizaines de blessés à la suite de ce déchaînement de haine « libéré » par la classe dominante. Le gouvernement a alors légitimement appelé le peuple vénézuélien et les institutions du pays à défendre le mandat souverain donné par le

peuple, et il a promis une « *mano dura* » (une fermeté implacable) contre les putschistes.

Encore une fois, le peuple vénézuélien s'est dressé pour bloquer l'offensive menée par l'impérialisme. Les chefs de gouvernements de l'Unasur, réunis d'urgence à Lima (Pérou), ont réaffirmé leur reconnaissance des résultats.

Capriles a alors été contraint de reculer. La marche du 17 avril a été annulée. Il a renoncé au recomptage des voix (notons qu'il ne l'avait jamais demandé aux autorités). Il a déposé au CNE une demande pour que l'audit prévu par la loi (qui prévoit que le jour de l'élection, 54 % des urnes soient contrôlées d'office, ce qui a d'ailleurs été fait lors de ces élections légales) soit élargi à 100 % des urnes. Le CNE a immédiatement accepté cette demande « *pour isoler les secteurs violents qui portent atteinte à la démocratie* ».

Bien que les Etats-Unis n'aient toujours pas reconnu le nouveau gouvernement — permettant ainsi à Capriles de poursuivre ses manipulations — l'offensive a été repoussée, pour le moment.

Dans son discours de prise de fonction, Maduro a indiqué à nouveau qu'il était prêt à combattre les provocations pro-impérialistes et tendu la main aux couches populaires et moyennes qui ont voté pour l'opposition.

Maduro a aussi réaffirmé son engagement vis-à-vis de la classe ouvrière et des secteurs opprimés, lesquels, dans la foulée de leurs récentes mobilisations, commencent déjà à discuter de la nécessité immédiate de s'organiser pour faire adopter des mesures populaires qui désarment la base de pouvoir des putschistes, des multinationales et des propriétaires des grands moyens de production. C'est un fait, cependant, que les contradictions et les ambiguïtés du « *chavisme* » n'ont pas été pour rien dans la marge étroite des résultats en faveur de Maduro.

Au moment de la mort de Chavez, la déclaration belliqueuse d'Obama prétendait que « *le Venezuela entamait un nouveau chapitre* ». C'est peut-être finalement vrai, en raison de l'intervention des masses. Mais pas du tout dans le sens que voulait Obama.

IRLANDE

# Deux tiers des travailleurs des services publics rejettent l'accord de partenariat social "Croke Park II"

Jean-Pierre Barrois

Nous avons rapporté dans notre précédent numéro comment l'accord de partenariat social visant à intégrer les organisations syndicales dans le plan de gel des salaires et de suppression d'emplois imposé par la troïka avait été massivement rejeté par le congrès d'un syndicat d'enseignants — le TUI —, fournissant ainsi un point d'appui à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans un premier temps, c'est le plus grand syndicat enseignant (INTO) qui s'est également prononcé contre. Enfin, en dépit de l'appel de la direction à soutenir l'accord, la grande majorité des membres du syndicat SIPTU, le plus gros syndicat de la confédération ICTU, par 53,7 % des votes, a fait basculer le résultat de la consultation en faveur d'un clair rejet de l'accord. Les résultats globaux de la consultation montrent que 66 % des travailleurs du secteur public ont ainsi dit non à l'accord Croke Park II concocté entre le gouvernement de coalition Labour-Fianna Fáil et la troïka, avec le soutien ouvert de la



Dans les manifestations, le cortège du syndicat INTO.

majorité des dirigeants de la confédération ICTU et son plus grand syndicat, le SIPTU. Sur les vingt syndicats qui ont participé à la consultation, quatorze l'ont finalement clairement rejeté. Comme le précise un militant syndical : « Après des réductions de salaire qui vont de 14 à 20 %, découlant du premier volet de l'accord de Croke Park, deux travailleurs des services publics sur trois ont dit : "Assez, c'en est assez". En rejetant le second

volet, qui visait à imposer de nouvelles suppressions d'emplois et réductions de salaires ainsi qu'une nouvelle détérioration des conditions de travail. Le vote non est également un désaveu de la direction des TUC qui, bien que s'opposant verbalement à la politique d'austérité, a soutenu l'accord. Les syndicats devraient jouer le rôle pour lequel ils ont été constitués. Le mouvement syndical doit maintenant mettre en avant les revendica-

**Sur les vingt syndicats qui ont participé à la consultation, quatorze ont finalement rejeté l'accord.**

tions et mener le combat jusqu'à la grève si nécessaire. » Pour sa part, un député de la région de Dublin ajoute que ce vote démontre que la base du Labour Party — constituée des mêmes travailleurs des services publics qui ont rejeté l'accord — est opposée aux mesures imposées par le FMI. « Ce jour fera date », a-t-il indiqué. L'accord provoque un véritable séisme dans le mouvement ouvrier. Ce sont les organisations qui financent le Labour Party qui ont rejeté l'accord. Le Labour n'a aucun mandat pour poursuivre une politique consistant à transformer la population en mendiants, au nom du paiement de la dette créée par les banquiers et les spéculateurs. ■

EN BREF

TOGO

## Grève des fonctionnaires, deux élèves tués par les forces de police



Collégiens et lycéens manifestent en soutien à leurs professeurs en grève.

Correspondant

Lors de manifestations d'élèves en soutien à la grève de leurs enseignants, deux d'entre eux ont été tués, à Dapaong, dans l'extrême nord du pays, à environ 650 kilomètres de Lomé, l'un sous les balles de la police le lundi 15 avril, et l'autre, deux jours plus tard, des suites de la bastonnade qu'il a subie de la part des mêmes forces de police. Le conflit social qui oppose le gouvernement aux fonctionnaires a comme source principale la lenteur du gouvernement à mettre en œuvre le nouveau statut de la fonction publique. Le nouveau texte, qui remplace le statut en vigueur depuis 1968, intègre, entre autres, un relèvement immédiat de 10 % de la valeur indiciaire des salaires (de 945 à 1039,5 francs CFA) et un relèvement périodique de cette valeur indiciaire. Dans un premier temps, contrairement aux promesses faites aux centrales syndicales, le gouvernement a évité de faire adopter le nouveau statut avant la fin de l'année 2012, afin que ses incidences financières ne soient pas prises en compte dans la loi de finances 2013. C'est sous la menace d'une grève générale lancée par les six centrales syndicales du pays pour le 21 janvier dernier que le gouvernement a fait adopter le nouveau statut par l'Assemblée nationale, lors d'une session extraordinaire le 20 janvier. Maintenant, le gouvernement traîne les pieds pour publier le décret d'application. C'est face à cette situation qu'un regroupement de syndicats de base, Synergie des travailleurs du Togo (STT), qui reproche aux centrales syndicales un « manque de combativité », a lancé une grève des fonctionnaires pour les 10, 11 et 12 avril. La grève a été suivie dans les principales villes du pays et a reçu le soutien des élèves, qui exigent du gouvernement la satisfaction des revendications des enseignants afin que leur année scolaire ne soit pas perdue. A la suite de l'indignation suscitée par le décès des deux élèves, le gouvernement a ouvert des négociations avec les syndicats. La grève est suspendue, en attendant les résultats de ces négociations. ■



Conférence ouvrière européenne

15, 16, 17 mars 2013, Tarragone

ALLEMAGNE

## 67 délégués au congrès du SPD d'Augsbourg signent une lettre ouverte aux députés SPD

Extraits d'un article paru dans *Soziale Politik & Demokratie*

Soixante-sept participants au congrès extraordinaire du SPD, à Augsbourg, ont signé la lettre ouverte aux députés SPD du Bundestag pour leur demander de voter non (1) au « paquet d'aide à Chypre » qui est en réalité un véritable programme de dévastation sociale. Beaucoup de délégués, dont un député du Landtag de Schleswig-Holstein, plusieurs présidents de sous-districts, des conseillers municipaux sont parmi les signataires. Soixante-sept signataires au bas de cette demande adressée aux députés sociaux-démocrates, c'est aussi un reflet de l'ambiance qui règne dans le parti. Au congrès, on pouvait ressentir que l'insatisfaction, l'inquiétude grandissent à l'égard de la politique de la direction du parti de Steinmeier, Gabriel et Steinbrück. « Déjà la situation en Grèce est vraiment une catastrophe », déclare une déléguée qui signe. « Que ne nous a-t-on pas raconté l'an dernier lors de la convention du parti. La direction a accepté toutes les motions de la gauche pour obtenir l'accord sur le pacte fiscal. Que ne nous a-t-on pas raconté alors sur un programme de croissance, sur un impôt sur les transactions financières, etc. Depuis, on n'entend plus parler ! » Le problème du soutien continu au gouvernement Merkel par la direction du parti est posé. « Dans la coalition, ça commence à s'effriter. Nous ne pouvons quand même pas accourir pour prêter des voix à Merkel », déclare un signataire. « La différence entre eux et nous devient de moins en moins visible », s'indigne un autre, un membre actif de l'AfA. Un autre, lui-même candidat au Bundestag, estime qu'un tournant est nécessaire. Manifestement, dans le groupe parlementaire au Bundestag aussi, il y a pas mal de députés qui se trouvent débordés par Steinmeier et Gabriel, qui ont déjà annoncé publiquement un soutien au « paquet » Chypre de Merkel. ■

La lettre ouverte aux députés SPD du Bundestag (extraits)

### «Votez non au programme de dévastation sociale qui condamne le peuple chypriote à la misère et précipite le pays dans la ruine»

« Nous avons appris que le gouvernement Merkel veut faire voter pendant les sessions des 17-19 avril 2013 du Bundestag le prétendu paquet de secours pour Chypre. Pour s'assurer d'un vote favorable, Merkel déclare que le plan de l'Eurogroupe pour Chypre garantit une "juste répartition des charges". C'est pourtant un fait indéniable que ce que la chancelière Merkel appelle « juste répartition des charges » condamne le peuple de Chypre à des licenciements massifs, avant tout dans les services publics, à des coupes sociales à blanc, à des réductions de dépenses dans le système de santé, à des privatisations... Cette même chancelière Merkel, de façon éhontée, exprime dans les médias son irritation sur de possibles paiements du fonds de retraites pour le "pot de sauvetage", pour ensuite imposer au peuple chypriote, le mémorandum de la troïka qu'elle soutient, qui exige, à côté de vastes réductions des retraites, des réductions de salaires et des suppressions d'emplois. Et cela pendant qu'en Allemagne, avec son programme de réduction des retraites (dans le cadre de la retraite à 67 ans), elle crée la pauvreté pour les plus âgés. Le peuple chypriote n'a-t-il pas raison de dire non au diktat de l'Union européenne, du FMI, de la BCE et de Merkel ? N'a-t-il pas raison de refuser ce diktat, refus qui a trouvé son expression dans le non du Parlement chypriote le

19 mars, accompagné par les cris du peuple : "Liberté ! Démocratie !" ? Le peuple portugais n'a-t-il pas aussi raison de refuser de nouvelles mesures d'austérité encore plus dures, ce qui amène la Cour constitutionnelle du Portugal à déclarer nul ce diktat imposé au peuple par la troïka ? Les peuples d'Espagne et de Grèce n'ont-ils pas raison quand, par des grèves générales répétées, ils se soulèvent contre les programmes meurtriers de la troïka ? Nous travailleurs, syndiqués et sociaux-démocrates d'Allemagne, nous savons que l'avenir des peuples chypriote, portugais, espagnol, grec... nous est promis à nous également. Car, comme le montre aujourd'hui la France, (ici en Allemagne) au plus tard après les élections, le gouvernement — quelle que soit sa couleur — présentera au peuple allemand, sous la pression de la troïka, la note sous la forme d'un diktat (...). Une forte délégation de sociaux-démocrates, de syndicalistes et autres militants politiques a pris part à la conférence ouvrière européenne de Tarragone (15-17 mars 2013), à laquelle avaient invité des camarades espagnols ayant participé à l'organisation de la grève générale de novembre dernier. Dans une déclaration intitulée "Solidarité avec le peuple chypriote ! Non au mémorandum meurtrier de la troïka !", les membres de la délégation allemande ont donné une voix à la solidarité internationale du mouvement ouvrier. »

(1) Jeudi 18 avril, les députés SPD et Verts ont apporté leurs voix à Merkel qui a pu ainsi faire passer son plan.

## CORÉE

## Nouvelles tensions, menaces de guerre...

De nouveau, la tension monte en Corée, avec de nouvelles menaces de guerre. Au-delà des fausses informations, des discours et des intentions réelles des uns et des autres, la situation peut à tout moment déboucher sur un affrontement, qu'il soit délibérément provoqué ou qu'il soit le produit d'un événement qui échappe à tout contrôle. Il est nécessaire de rappeler que cette menace de guerre entre le Nord et le Sud de la Corée trouve son origine dans la partition du pays.

## La Corée est une nation divisée

Sam Ayache

La partition de cette péninsule a été décidée par accord entre Staline, pour l'URSS, et Roosevelt, pour les États-Unis.

La conférence de Postdam, en mai 1945, où les États-Unis étaient représentés par Harry Truman après la disparition de Roosevelt, a entériné cette division de la Corée adoptée dès la conférence du Caire de 1943.

Cette décision n'a jamais été acceptée par la population. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, et après des décennies de résistance à la colonisation japonaise, le peuple coréen aspirait à la libération de tout son territoire.

La guerre civile opposant la résistance aux forces de collaboration pro-japonaises s'est prolongée dans un soulèvement en 1948 dans la ville de Jeju. Les troupes d'occupation américaines du général MacArthur soutinrent alors la police collaboratrice pro-japonaise pour organiser une terrible répression qui fit 60 000 morts (1).

Un an plus tard, la victoire de la révolution chinoise modifie fondamentalement les équilibres dans toute la région. Le gouvernement américain intensifie sa politique de pression militaire, qui va déboucher sur la guerre de Corée ; celle-ci durera trois ans, de 1950 à 1953. Au cours de la guerre, le général MacArthur réclamera l'utilisation de la bombe atomique contre la Chine. Truman s'y oppose et contraint MacArthur à la démission.

La guerre fera trois millions de morts, parmi lesquels 110 000 des 250 000 volontaires chinois venus s'opposer à l'offensive américaine. Juridiquement, cette guerre n'est pas terminée : en 1953 n'a été signé qu'un armistice, un cessez-le-feu.

Et soixante ans après, la nation coréenne reste divisée en deux selon une ligne décidée en 1945 à Postdam et imposée par le fer, le feu et le sang en 1953. ■

(1) La loi de sécurité nationale instaurée en 1948 pendant l'écrasement de la révolte de Jeju sert toujours de prétexte à la répression anti-ouvrière en Corée du Sud.



La frontière entre la Corée du Nord et la Corée du Sud

Photo AFP

## Le régime de Corée du Nord et l'"ouverture économique"

Il y aurait beaucoup à dire sur la dictature bureaucratique qui étouffe le peuple en Corée du Nord. Constatons cependant que loin de diriger un « Etat ermite », la bureaucratie est engagée dans une politique d'ouverture aux capitaux étrangers, en particulier par la création de « zones économiques spéciales ».

La plus connue de ces zones spéciales est le complexe industriel intercoréen de Kaesong, situé en Corée du Nord, à la frontière de la Corée du Sud. Elle a été créée en 2003 par décision conjointe des deux gouvernements du Nord et du Sud. En 2013, ce complexe compte 123 entreprises sud-coréennes, qui emploient 54 234 Coréens du Nord et plus de 800 du Sud. Près de 400 camions acheminent chaque jour les matières premières en provenance du Sud dans cette zone et repartent avec les produits manufacturés. Quinze mille emplois au Sud sont directement liés à l'existence de cette zone économique spéciale.

A Kaesong, les patrons Sud-Coréens disposent ainsi d'une main-d'œuvre très bon marché, qualifiée, et surtout, inorganisée. L'organisation syndicale est interdite. C'est le gouvernement nord-coréen qui perçoit les salaires, dont il verse une partie aux travailleurs de la zone, comme complément à des distributions de produits alimentaires.

En 2012, les salaires étaient de 160 dollars par mois, soit un cinquième des salaires en Corée du Sud, et en dessous du salaire officiel chinois. En dépit des tensions, les profits générés chaque année par l'exploitation de ces travailleurs nord-coréens se chiffrent en millions de dollars, et ces profits ont augmenté de 15 % entre 2011 et 2012. La Corée du Sud a demandé que les marchandises produites à Kaesong bénéficient de droits de douane préférentiels sur le marché américain, en application de l'accord de libre échange entre les États-Unis et la Corée du Sud.

Mais aujourd'hui, du fait des tensions militaires, le complexe de Kaesong, qui n'avait jamais cessé de fonctionner, a été fermé, et les 123 entreprises coréennes sont menacées de faillite. La situation est certes complexe, mais ce climat d'affrontement représente une menace permanente pour tous les travailleurs coréens.

Avec les nouvelles tensions, « l'appel contre la guerre et l'exploitation » lancé à l'occasion de la conférence mondiale ouverte d'Alger en novembre 2011 revêt une importance particulière. Pour préparer cette conférence et mandater une délégation, près de 300 militants ouvriers sud-coréens avaient contresigné une déclaration affirmant notamment :

## La politique des autorités américaines en Asie-Pacifique

Il y a deux ans, le secrétaire d'Etat américain expliquait : « Nous sommes revenus en Asie, c'est pour y rester. » Depuis la réélection d'Obama, l'administration américaine accentue sa pression militaire autour de la Chine pour, en relation avec d'autres mesures économiques et politiques, chercher à ce que la Chine s'ouvre davantage au marché mondial et à la domination capitaliste. Depuis plus de deux ans maintenant, les forces américaines se déploient en Extrême-Orient. Le Pentagone, avec l'appui de toute la presse mondiale bien intentionnée, mène campagne sur le thème : « La Chine se réarme. »

Mais quels sont les porte-avions qui croisent en mer de Chine, sinon ceux des Américains, l'unique porte-avions chinois se trouvant, lui, bien loin des côtes américaines ?

Aucun soldat chinois n'est présent sur le sol coréen, alors que les forces américaines stationnées en Corée du Sud comptent près de 30 000 soldats suréquipés de blindés et d'avions de chasse perfectionnés. Les soldats américains se comportent d'ailleurs comme en pays conquis et bénéficient d'une quasi-impunité accordée par les autorités sud-coréennes.

Chaque année, les troupes américaines en Corée du Sud se livrent à des exercices qui durent plusieurs semaines. Cette année, ces manœuvres ont eu ouvertement un caractère plus agressif. L'US Air Force a déployé des bombardiers et des chasseurs furtifs — c'est-à-dire échappant à la détection. La marine a participé à ces manœuvres avec trois destroyers de type Aegis, et une gigantesque plate-forme radar, en mer du Japon. La marine japonaise a également déployé deux destroyers Aegis, de même que la marine sud-coréenne. Ce déploiement militaire est aussi une opération de « promotion » pour des ventes d'armes massives à la Corée du Sud. Les firmes américaines US Lockheed Martin et Boeing veulent vendre leurs F-35, tandis que les Européens d'EADS proposent de livrer douze chasseurs Eurofighters, puis de faire construire sous licence en Corée quarante-huit autres appareils. S. H. ■

« Nous, travailleurs coréens, nous connaissons le prix de la guerre, les souffrances et les conséquences durables des conflits armés pour les travailleurs ordinaires. Comme vous le savez, la guerre de Corée commencée en 1950 a causé plus de trois millions de morts. Notre pays a été détruit. La Croix-Rouge a enregistré plus de 120 000 familles séparées et des milliers de soldats et de civils disparus. La guerre s'est terminée par un armistice, mais la paix n'est toujours pas signée (...). Nous devons informer les participants à la conférence (d'Alger) qu'il y a de nouvelles menaces de guerre en Corée, avec un nombre d'incidents accru qui font de nouveaux morts. (...)

Le renouvellement des menaces de guerre se combine à une offensive du gouvernement coréen contre le mouvement ouvrier, remettant en cause les droits arrachés par les travailleurs à travers leur lutte contre la dictature militaire. Face à une situation où la classe ouvrière coréenne est confrontée à de nouvelles menaces anti-ouvrières et combat pour préserver l'existence de ses syndicats, nous lançons cet appel : non à la guerre ! Arrêt de la répression antisindical en Corée ! »

S. H. ■

## EN BREF

## PALESTINE

## "L'option des deux États a vécu"

(Le Monde, 19 avril)

François Lazar

Devant la commission des affaires étrangères, John Kerry, le nouveau secrétaire d'Etat américain, vient de déclarer que « la fenêtre pour une solution à deux États est fermée. Je pense que nous avons une période devant nous d'un an, un an et demi, deux ans, ou c'est terminé (...). Voyez l'obstacle que nous avons à franchir (...). Le président Abbas n'est pas profondément convaincu que le Premier ministre Netanyahu et Israël leur donneront un jour un État. Et d'un autre côté, Israël n'est pas convaincu que les Palestiniens et d'autres leur donneront la sécurité dont ils ont besoin. Donc, nous avons à trouver une équation (...) pour amener les deux parties à comprendre que les choses sont en fait possibles. »

John Kerry se donnerait encore deux ans là où tous les commentateurs voient une impasse complète. Dans un article publié le 19 avril, par le journal *Le Monde*, intitulé « l'option des deux États a vécu », l'auteur note : « L'absence de véritable alternative (un État unique constituerait la négation brutale de deux nationalismes), pas plus que les mises en garde sur les effets potentiellement destructeurs du statu quo, ne semblent avoir de prise. » Pourtant, la revendication de l'État unique, laïque et démocratique faisait partie des bases constitutives du mouvement national palestinien. Pourquoi un tel raccourci ? Ce qui se trame aujourd'hui sur le territoire historique de la Palestine, en raison de l'effondrement du processus d'Oslo et de l'Autorité palestinienne,

c'est l'affirmation de l'existence d'un seul État, un État d'apartheid, fondé sur la négation d'une population qui ne cesse malgré tout de réaffirmer ses droits.

La « fermeture de la fenêtre » des deux États effraie les dirigeants de l'État d'Israël parce qu'elle les obligerait à s'investir totalement dans le maintien de l'ordre en Cisjordanie, sans le relais de l'Autorité palestinienne. Une implication totale dans le front intérieur serait en outre de nature à freiner les objectifs militaires extérieurs, notamment contre l'Iran.

C'est dans ce cadre que le Qatar (poisson pilote des États-Unis) joue un rôle de plus en plus important dans la situation politique palestinienne. Le Qatar, qui vient de prendre le contrôle du Hamas, prépare ce dernier à engager une conciliation politique avec le Fatah dans la perspective de la constitution d'un État palestinien. L'évocation de prochaines élections plonge le Fatah — à la recherche de financements — dans une crise interne sans précédent tant les prévisions des résultats sont catastrophiques. Salam Fayyad, Premier ministre de l'Autorité palestinienne, très contesté par le Hamas — qui voit en lui dans sa propagande publique un agent américain (comme s'il était le seul) —, mais surtout par la direction du Fatah — qui en fait le bouc émissaire de la crise économique pour se dédouaner — vient ainsi d'être poussé à quitter son poste.

La « conciliation », première étape du plan Kerry-Obama, est en route... sur le dos du peuple palestinien. ■

## ÉGYPTE

## La hantise des émeutes de la faim

Correspondant

La délégation du FMI a quitté Le Caire à la mi-avril sans avoir conclu d'accord sur un prêt de 4,8 milliards de dollars à l'Égypte.

La délégation a négocié avec le gouvernement, mais elle a aussi rencontré les dirigeants des partis d'opposition, de l'extrême droite islamiste à la gauche nassérienne, pour tenter de parvenir à un consensus autour de la réforme des subventions sur les carburants et les produits alimentaires ainsi que le relèvement des taxes.

Le gouvernement a peur. Il redoute le soulèvement. Il a d'ores et déjà réduit les subventions sur le pain, mais a vu se dresser contre lui des milliers de boulangers. Le 16 avril, il a fait arrêter quatre d'entre eux, à Assouan, puis les a libérés sous caution. « La grève s'est terminée non pas parce que les exigences ont été satisfaites, mais à cause de la peur », a expliqué un avocat.

Le gouvernement s'est engagé à rationner le carburant subventionné mais, craignant la colère populaire, il retarde l'introduction des cartes à puce de rationnement au mois de juillet. La pénurie organisée engendre un

marché noir florissant, l'explosion des prix et des heures interminables de file d'attente aux stations-service. Les chauffeurs de taxi et les transporteurs manifestent.

Le gouvernement hésite, hanté qu'il est par le risque d'émeutes de la faim. Déjà, fin décembre 2012, le président Morsi avait annoncé une augmentation des taxes sur soixante-dix produits de base. Le soulèvement populaire à Port-Saïd l'avait contraint à tout annuler le lendemain même de sa décision.

Cette négociation avec le FMI a été entamée il y a plus de deux ans, mais ni le Conseil suprême des forces armées ni le gouvernement du président Morsi ne parviennent à satisfaire les conditions posées par le FMI.

A l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale qui se sont tenues à Washington, la directrice générale, Christine Lagarde, qui a rencontré le gouverneur de la Banque centrale égyptienne, le ministre des Finances et le ministre de la Planification et de la Coopération internationale, a affirmé que le FMI « ne quittera pas la table » des négociations. ■

U N E S E M A I N E D A N S L E M O N D E

ÉTATS-UNIS

L'avertissement du secrétaire américain au Trésor



Photo AFP

Les Etats-Unis veulent que les pays riches du G 20 poursuivent leur coopération dans la lutte contre la crise et évitent l'écueil du « chacun pour soi », a déclaré le 17 avril à Washington le secrétaire au Trésor américain, **Jacob Lew** (notre photo). « Nous voulons continuer de faire pression sur les pays du G 20 pour qu'ils évitent la spirale fatale de la politique du chacun pour soi », a-t-il précisé, à la veille d'une rencontre des ministres de l'Economie et des Finances du G 20 dans la capitale américaine. Dans l'esprit de l'impérialisme américain, cela signifie, comme ses porte-parole ne cessent de le répéter : tous pour les Etats-Unis. Priorité aux intérêts du capital américain...

LE CHIFFRE

30 000

C'est, en un mois seulement, le nombre de chômeurs supplémentaires aux Pays-Bas. Le nombre de chômeurs atteint désormais 643 000 personnes, selon l'Office central néerlandais des statistiques. Les Pays-Bas comptent un peu plus de 16,5 millions d'habitants.

ALLEMAGNE

Grève des personnels au sol de Lufthansa

Les avions de la première compagnie aérienne européenne, Lufthansa, étaient presque tous immobilisés lundi 22 avril en raison d'un vaste mouvement de grève de son personnel au sol qui réclame des hausses de salaires. Cette grève « d'avertissement » a été lancée par le syndicat du secteur des services (Ver.di) dans le cadre de négociations salariales annuelles houleuses. Fin mars, une première grève avait déjà obligé Lufthansa à annuler quelque 700 vols. Ver.di réclame une hausse de salaire de 5,2 % sur douze mois pour quelque 33 000 salariés de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties sur l'emploi. Au nom de la rentabilité, Lufthansa a lancé l'an dernier un vaste plan de restructuration qui prévoit la suppression de 3 500 postes.



Photo AFP

Russie : grève à l'usine automobile Avtovaz



Meeting du syndicat Edinstvo des ouvriers d'Avtovaz (à Togliatti) en août 2009.

Photo DR

L'article ci-dessous est paru dans le numéro 34 de *Rabochie Izvestiya* (avril 2013). La principale usine Avtovaz (« usine automobile de la Volga ») se trouve dans la ville de Togliatti. Depuis 2008, le groupe Renault-Nissan possède une partie du capital d'Avtovaz.

Le 5 avril, une grève spontanée éclatée à l'atelier de montage de la Lada Largus et de la Nissan Almera de l'usine d'Avtovaz. L'équipe de nuit n'a pas pris la relève. Les ouvriers, pour la plupart mécaniciens soudeurs, ont commencé la grève après avoir vu le montant de leurs fiches de paye de mars : 11 000 roubles. Il y aurait eu environ soixante-dix grévistes. Plus tard, on a su que tous avaient été poussés à la démission et que certains avaient accepté un départ « volontaire ». La paye a brusquement chuté avec la mise en place du nouveau système en trois équipes qui supprime les primes. Jusqu'à présent, les ouvriers pouvaient se faire un salaire plus ou moins normal (de l'ordre de 20 000 roubles) avec les heures supplémentaires et le travail du dimanche. Le soudeur Alexandre Zaitsev raconte : « On était là, indignés. Puis quatre ouvriers de la 31<sup>e</sup> brigade ont refusé de travailler. Ils sont partis fumer. On était là, furieux. On disait : "Ils nous prennent pour des esclaves", et on a appelé à la grève. Aussitôt, la maîtrise et le service de sécurité sont arrivés. Mais on nous écoutait. Finalement, environ soixante-dix personnes ont cessé le travail. Des discussions ont commencé. On nous promettait monts et merveilles, que la grille serait revue ainsi que la question des heures payées double, etc. Le dia-

logue n'a pas abouti. Finalement, quatre ouvriers ont été licenciés. On leur a dit : ou c'est un départ volontaire ou c'est un licenciement pour faute professionnelle. Mais en fait, il y a eu davantage de licenciements. Dans ma brigade, un copain a tout filmé avec son téléphone. Une drôle de vidéo. On voyait les chefs qui voulaient nous faire revenir au travail, la lettre que nous avons écrite à Igor Komarov (le directeur — NDLR) où nous énumérons les raisons de notre mécontentement et nos revendications. On nous promettait que nous aurions eu satisfaction sans écrire cette lettre. Mais nous avons bien vu qu'il ne s'agissait que de poudre aux yeux. Vova (diminutif de Vladimir — NDLR), celui qui a fait la vidéo, a été appelé dans le bureau du contremaître, et là, les agents du service de sécurité lui ont arraché son téléphone, ont supprimé l'enregistrement et lui ont fait signer sa demande de départ volontaire. C'est leur méthode favorite. Ils ont ainsi licencié dix-quinze ouvriers parmi ceux qui s'étaient révoltés. » Cette ligne de production a été mise en service il y a près d'un an. Le contrôle sur les ouvriers y est extrêmement sévère. D'une façon générale, depuis l'arrivée des Français (de Renault — NDLR) à Avtovaz, l'attitude envers le personnel s'est dégradée : quand on va aux toilettes, c'est noté ; on a enlevé les bancs pour les pauses cigarette. Les ouvriers disent que dans l'atelier en grève il y avait trois contrôleurs pour un ouvrier ! A la demande d'augmentation des ouvriers, les dirigeants français répondent : « Si les ouvriers voulaient une augmentation, ils feraient grève. Mais il n'y a pas de grève, donc ils ne veulent pas d'augmentation. »

ÉTATS-UNIS

Après l'attentat de Boston, le FBI épinglé

Au lendemain de l'attentat de Boston, on apprend que les autorités russes avaient demandé en 2012 au FBI d'enquêter sur Tamerlan Tsarnaev, l'un des auteurs présumés de cet attentat. Le FBI s'est par conséquent retrouvé sous le feu des critiques pour ne pas avoir continué à le surveiller à son retour à Boston en juillet 2012. « Il y a beaucoup de questions qui méritent des réponses », constate un sénateur démocrate. « Pourquoi n'a-t-il pas été interrogé à son retour ? Et que s'est-il passé en Tchétchénie qui puisse l'avoir radicalisé ? », se demande-t-il. « Il allait sur des sites Internet qui parlent de tuer des Américains, (...) il émettait clairement des idées radicales, il est allé dans des zones de radicalisme » islamiste, et rien de tout cela n'a été pris en compte, s'étonne ce sénateur.

GRÈCE

«La faim s'installe»

(Lu dans l'International Herald Tribune, 18 avril 2013)

« Directeur d'une école élémentaire pleine de vie, Léonidas Nikas a l'habitude de voir les enfants jouer, rire et rêver de leur avenir. Mais récemment, ce qu'il voit est tout à fait différent et il pensait ne jamais le voir en Grèce : les enfants fouillent les poubelles de l'école à la recherche de nourriture ; certains, les plus dans le besoin, demandent à leurs petits camarades s'ils ont quelque chose à leur donner. Et un jour, un garçon de 11 ans, Panteis Petrakis, était courbé en deux par les crampes causées par la faim. "Il n'avait pratiquement rien mangé à la maison", dit Léonidas Nikas. Lorsqu'il rencontra les parents, ceux-ci reconnurent que ni l'un ni l'autre n'avait pu trouver d'emploi depuis des mois. Leurs économies avaient disparu et ils survivaient avec des rations de pâtes et de ketchup. Léonidas Nikas ajoute : "Nous avons atteint un point où les enfants en Grèce viennent à l'école la faim au ventre." Aujourd'hui, les familles ont non seulement des difficultés d'emploi, mais de survie. L'économie grecque est en chute libre. Elle s'est réduite d'environ 20 % en cinq ans. Le chômage dépasse les 27 % ; c'est le taux le plus élevé d'Europe (...). Le gouvernement, qui a d'abord rejeté ces rapports en disant qu'ils étaient exagérés, reconnaît depuis peu qu'il faut traiter le problème de la malnutrition à l'école. Mais comme la priorité est le remboursement des prêts accordés à la Grèce, il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat pour faire face à cette situation. »

HAÏTI

Un sénateur s'est rendu au Brésil pour demander le retrait des troupes d'occupation de son pays

Alors que le gouvernement de l'Etat d'Acre, au Brésil, décrète « l'état d'urgence sociale » du fait du manque de moyens pour accueillir les milliers d'Haïtiens qui, fuyant la misère, ont afflué dans cet Etat ces dernières années, le sénateur Moïse Jean-Charles s'est rendu au Brésil pour défendre l'exigence du retrait des troupes brésiliennes qui occupent son pays. La vague migratoire d'Haïtiens au Brésil entrant par l'Etat d'Acre s'amplifie, dans la mesure où l'occupation d'Haïti par les troupes de l'ONU n'apporte aucun espoir d'amélioration, mais seulement toujours plus de répression et la négation de la souveraineté du peuple haïtien. Du point de vue du sénateur Moïse Jean-Charles, qui a fait partie de la délégation qui a été reçue en octobre dernier à l'ONU, la solution est le « respect de la dignité du peuple haïtien, avec le retrait des troupes ». Il répondait à l'invitation du comité « Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes », qui prépare une conférence continentale, le 1<sup>er</sup> juin prochain en Haïti, dont le mot d'ordre central est « dehors la Minustah qui occupe le pays depuis neuf ans ».

ESPAGNE

Des milliers de mineurs manifestent contre la liquidation programmée des mines



Photo AFP

Le 17 avril, dans le nord de l'Espagne, des milliers de mineurs ont manifesté pour protester contre la suppression des aides au secteur charbonnier qui condamne l'économie de régions entières. Derrière une banderole portant les mots « Non à la fermeture des mines de charbon, pour la défense des bassins miniers », les mineurs, accompagnés de leurs femmes vêtues de tee-shirts noirs, ont défilé à Leon, dans la région de Castille-et-Leon, à l'appel de l'Union générale des travailleurs (UGT) et des Commissions ouvrières (CCOO).

Une autre manifestation a parcouru les rues de Mieres, une ville des Asturies, autre région minière du nord de l'Espagne. Pour se plier aux exigences de l'Union européenne et du FMI, le gouvernement espagnol a décidé de réduire les aides au secteur minier de 301 millions d'euros en 2011 et de 111 millions en 2012, de quoi condamner jusqu'à 30 000 emplois directs ou indirects. Les mineurs espagnols ont déjà fait grève pendant plus de trois mois, entre mai et août 2012, mais ce conflit avait pris fin sans accord avec le gouvernement.